



SPARC

Supporting Pastoralism
and Agriculture in Recurrent
and Protracted Crises



CGIAR

INITIATIVE ON
Fragility, Conflict,
and Migration



CGIAR

INITIATIVE ON
Livestock and Climate

Juin 2023

RAPPORT

CAUSES DES CONFLITS ENTRE AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS EN AFRIQUE

Une revue systématique de la portée

Magda Nassef, Bedasa Eba, Kishmala Islam, Georges Djohy et Fiona Flintan



Remerciements

Les auteurs et autrices remercient les examinateurs et examinatrices de ce rapport : Theresa Liebig d'Alliance Biodiversity et du *Centro Internacional de Agricultura Tropical* (CIAT, le centre international d'agriculture tropicale), Bia Carneiro d'Alliance Bioersity et du CIAT, Jeremy Lind de l'*Institute of Development Studies* (IDS, l'institut d'études sur le développement) de l'université de Sussex, Michael Odhiambo (conseiller indépendant) et Mauri Vazquez (ODI). Ils remercient également la traductrice du rapport, Karen Rolland ([Karen Rolland Traductions](#)).

Ce rapport a été élaboré avec la contribution de la *Research Initiative on Livestock and Climate* (l'initiative de recherche dédiée au bétail et au climat) ainsi que de la *Research Initiative on Fragility, Conflict, and Migration* (l'initiative de recherche dédiée à la fragilité, au conflit et à la migration) du *Consultative Group on International Agricultural Research* (CGIAR, le groupe consultatif pour la recherche agricole internationale), soutenues par des bailleurs de fonds au [fonds d'affectation au profit du CGIAR](#).

À propos de SPARC

Le changement climatique, les conflits armés, la fragilité environnementale et la gouvernance faible, ainsi que les répercussions de ces derniers sur les moyens de subsistance dépendant des ressources naturelles, font partie des principaux facteurs de la crise et de la pauvreté chez les communautés vivant dans des pays qui figurent parmi les plus vulnérables et les plus touchés par les conflits au monde.

Le projet SPARC (Soutenir le pastoralisme et l'agriculture durant les crises récurrentes et prolongées) a pour objectif de produire des éléments concrets et de combler les lacunes en matière de connaissances afin de renforcer la résilience de millions de pasteurs, d'agropasteurs et d'agriculteurs dans ces communautés d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient.

Nous nous efforçons de produire un impact en nous appuyant sur la recherche et sur des éléments probants dans l'optique de développer des connaissances qui permettent au *Foreign, Commonwealth and Development Office* (FCDO, le ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni), aux bailleurs de fonds, aux organisations non gouvernementales (ONG), aux administrations locales et aux gouvernements nationaux ainsi qu'à la société civile d'aider ces communautés, dans le contexte du changement climatique.

TABLE OF CONTENTS

Remerciements	2
Résumé analytique	4
1. Contexte	6
2. Méthodologie	10
3. Tendances générales	19
4. Causes du conflit	26
5. Conclusion et recommandations	36
Références	38
Annexe I : Études incluses dans la revue	41
Annexe II : Protocole pour la revue de la portée	45
Annexe III : Liste intégrale des mots-clés utilisés dans l'analyse	46

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Ces dernières années, le conflit entre les agriculteurs et les éleveurs en Afrique mobilise l'attention, et suscite des inquiétudes quant à l'escalade et à l'intensification des niveaux de conflit. Cette revue systématique de la portée repose sur une approche visant à minimiser le biais de sélection à l'aide de méthodes transparentes et reproductibles. Son premier objectif était de mieux appréhender les causes du conflit entre agriculteurs et éleveurs, et de révéler les tendances et éventuels problèmes de compréhension. Un deuxième objectif visait à établir à quel point le conflit est lié aux terres et aux ressources naturelles, et dans quelle mesure l'insécurité foncière est citée comme une cause de conflit, ainsi que la manière dont ce problème est évoqué. Un troisième objectif était de comprendre dans quelle mesure et à quel titre les femmes et les jeunes sont mentionnés dans la recherche sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs.

Cette analyse a adopté l'approche d'une revue systématique de la portée. Une recherche d'articles de recherche universitaire sur les sites Web of Science, Science Direct et des référentiels de groupes de réflexion en langues anglaise et française a permis d'identifier 88 articles et études de recherche pertinents. Ces 88 études ont été sélectionnées parmi une liste exhaustive de 1 102 articles. Ceci suggère que, si l'intérêt pour les conflits entre agriculteurs et éleveurs est important, il existe peu de travaux de recherche primaire sur les causes des conflits.

Toutes les études de cas passées en revue ont établi un lien direct entre le conflit qui oppose agriculteurs et éleveurs, et les terres ou les ressources naturelles. Presque toutes ces études concluent que le conflit ne cesse de croître ou devient toujours plus violent. Toutefois, seulement quelques-unes présentent les preuves primaires à l'appui de cette assertion.

Concernant les catégories de causes, la plupart des études insistent sur les facteurs de gouvernance, politiques et sociaux plutôt que sur la pénurie de ressources ou le changement climatique. Ces facteurs incluent une mauvaise gouvernance ou une gouvernance exclusive, des problèmes fonciers, une dégradation des relations entre les groupes et des préjugés ethniques. Ceux-ci sont suivis par (la perception d')une mauvaise gestion des ressources pastorales, la pénurie de ressources, la violence et l'insécurité humaine. Bien que le changement climatique soit un thème d'intérêt général, il ne figure pas dans la liste des principales causes de conflit.

Les problèmes fonciers occupent une place importante. Toutefois, l'insécurité foncière est identifiée indirectement et davantage au travers de ses répercussions, notamment l'accès bloqué ou limité aux terres et aux ressources naturelles, et des litiges liés à l'occupation. L'identification de la précarité des droits fonciers (à savoir, la raison de l'insécurité) est rare et mentionnée dans seulement 13 % des cas. Ceci suggère que l'analyse des conflits entre agriculteurs et éleveurs ne parvient pas à identifier les origines premières et se concentre davantage sur ce qui est visible, et ce qui peut être facilement quantifié ou expliqué. Un examen plus poussé sur la relation entre l'insécurité foncière et le conflit est recommandé.

Les femmes sont mentionnées en relation au conflit dans seulement 28 % des études, principalement en tant que victimes et moins fréquemment en tant qu'instigatrices du conflit ou de conciliatrices. Les jeunes sont plus souvent mentionnés, dans 43 % des études, et principalement en tant que participants au conflit. Ces études ne distinguent pas les jeunes par sexe, mais tout porte à croire qu'il est question de jeunes de sexe masculin.

Les résultats de cette revue de la portée suggèrent qu'il est important de mener davantage de travaux de recherche primaire sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Il faut également analyser ce que l'on classe généralement en tant que « causes » entre les forces influentes, les éléments déclencheurs, les étincelles et les origines premières d'ampleurs différentes. De plus, le rôle explicite de la précarité des droits fonciers dans le conflit entre agriculteurs et éleveurs, et le rôle des femmes et des jeunes dans ces conflits ainsi que les répercussions qu'ont ces derniers sur celles et ceux-ci, doivent faire l'objet d'une plus grande attention.



1. CONTEXTE

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs au centre de l'attention en Afrique

Ces dernières années, les conflits entre agriculteurs et éleveurs¹ mobilisent l'attention dans les milieux de la presse, des cercles universitaires et décisionnels. L'escalade et l'intensification des niveaux de conflit entre les groupes suscitent des inquiétudes (Flintan et al., 2021). Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont majoritairement locaux, sporadiques et de faible intensité. Ils n'impliquent pas directement les gouvernements et les forces de sécurité du gouvernement.

Dans le domaine public, la presse et les organisations internationales décrivent les conflits entre agriculteurs et éleveurs en utilisant un langage fort, parfois alarmiste, accentuant le caractère urgent de cette question. Le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité déclarait que « les conflits entre les pasteurs et les agriculteurs sur le continent sont plus meurtriers que le terrorisme » (AU, 2018)². Un article de presse de 2021 publié dans le quotidien *The Guardian* indiquait que « la violence liée aux conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique occidentale et centrale a entraîné plus de 15 000 décès... dont la moitié a eu lieu depuis 2018, pour la plupart au Nigéria, entraînant la crise de sécurité la plus meurtrière du pays » (Akinwotu, 2021).

Par ailleurs, la documentation disponible dans le domaine public imprègne souvent ce thème de propos séditieux, en usant par exemple de qualificatifs inutiles envers certains groupes. Les Peuls, le plus grand groupe de pasteurs d'Afrique de l'Ouest (UNOWAS, 2018), sont souvent qualifiés « d'inconnus » ou « d'étrangers », ou encore de danger pour le grand public. Souvent, ce groupe est associé à des organisations terroristes connues. Le *Global Terrorism Index* (GTI, l'indice mondial du terrorisme) de l'année 2015 prétend que le Nigéria abrite « deux des cinq groupes terroristes les plus meurtriers en 2014, des militants de Boko Haram et des Peuls », employant un terme fourre-tout pour décrire les Peuls. Il indique ensuite que « contrairement à Boko Haram, qui est désormais affilié avec l'État islamique en Iraq et au Levant (EIL, Daech) et aligné avec l'établissement d'un califat, les militants peuls ont des objectifs très localisés, concernant principalement une amélioration de leur accès aux pâturages pour leur bétail » (IEP, 2015).

La presse ne semble pas tenir de discours cohérent ni disposer de preuves tangibles concernant les causes du conflit entre agriculteurs et éleveurs. Un large éventail de causes est évoqué, parfois dans la même publication, entraînant une image complexe et souvent confuse. La responsabilité est fréquemment rejetée sur les éleveurs et leurs pratiques, en invoquant par exemple les raisons suivantes :

- 1 Les auteurs et autrices reconnaissent qu'il est dépassé d'établir une dichotomie distincte entre les catégories de moyens de subsistance. En réalité, on assiste à un chevauchement grandissant. De fait, les agriculteurs se tournent de plus en plus vers l'élevage de bétail, et les pasteurs s'adonnent de plus en plus à l'agriculture. Cependant, chacune de ces catégories continue de préserver une spécialisation dans l'un des deux systèmes de subsistance. Les termes « agriculteurs » et « éleveurs » sont employés dans le présent rapport à titre de référence.
- 2 Cette citation est apparue pour la première fois dans un communiqué de presse de l'Union africaine (UA) décrivant la conférence durant laquelle cette déclaration avait été faite. Depuis, elle a été reprise dans un rapport sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (UN, 2020).

- la destruction délibérée des cultures par des pasteurs et la razzia de bétail par des bandits (*The Sun*, 2022)
- la destruction de terres agricoles et l'intimidation des agriculteurs par des éleveurs non-résidents qui envahissent la région illégalement (Boateng, 2022)
- la pénurie de ressources provoquée par le changement climatique et la migration qui en découle ainsi que la destruction des cultures et l'empiétement des couloirs de transhumance, l'utilisation d'un langage tel que « les guerres climatiques » et la transhumance entraînant une « collision » entre les pasteurs et les communautés agricoles (Chime, 2021).

Certaines tribunes internationales rejettent aussi la faute sur les éleveurs et leurs pratiques, les accusant de faire partie des causes premières du conflit. Lors d'une conférence intitulée *Impact of cross-border transhumance on sustainable peace and development in West Africa and the Sahel* (Les répercussions de la transhumance transfrontalière sur la paix et le développement durables en Afrique de l'Ouest et au Sahel) (UN, 2019), Mariam Aboubakrine, membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, qualifiait la transhumance de facteur déclencheur des affrontements entre les éleveurs et les agriculteurs. D'autres (UNOWAS, 2018) prétendent que, si le conflit se joue autour de la compétition à l'égard des terres et des ressources naturelles, l'affectation et la gestion des ressources naturelles constituent le principal problème.

La quantité de causes saturant le domaine public crée une interprétation générale, donnant toute latitude aux décideurs et décideurs politiques, de même qu'aux groupes qui pourraient avoir des intérêts particuliers, pour les trier sur le volet. Les causes peuvent être facilement sélectionnées et adaptées de manière à justifier des actions ou des interventions particulières, telles que :

- l'interdiction du pacage pour réduire « le pâturage systématique » des pasteurs (Olufemi, 2021)
- le recours à des discours sur la dégradation pour « légitimer et ouvrir la voie aux investissements agricoles et à la protection de l'environnement sous prétexte de promouvoir une " économie verte " » (Bergius et al., 2020)
- le recours à des discours sur les pénuries et à différentes interprétations de ce discours pour justifier des décisions prises sous prétexte d'utiliser des ressources « insuffisamment exploitées » (Mehta et al., 2019 ; Scoones et al., 2019)
- la « titrisation » et la politisation du changement climatique en mettant en corrélation la migration découlant du changement climatique et la violence et l'insécurité (Benjaminsen and Ba, 2021 ; Wiederkehr et al., 2022), alors même que les preuves empiriques soutenant ce lien restent peu probantes et la recherche sur le sujet relativement rare (ibid)
- enfin, et peut-être encore plus dangereux, l'utilisation et la manipulation par les groupes extrémistes et les personnalités politiques des griefs entre agriculteurs et éleveurs pour parvenir à des fins précises (Bøås et al., 2020 ; Cline, 2020 ; Ugwueze et al., 2022).

Si l'escalade de la fréquence et de la violence des conflits entre agriculteurs et éleveurs est souvent considérée comme allant de soi dans la presse et les domaines politiques, certaines études remettent sévèrement en question l'escalade ou l'intensification réelle des conflits entre agriculteurs et éleveurs, ou le fait que l'escalade de la violence observée dans certaines régions

d'Afrique soit, en premier lieu, liée au conflit entre agriculteurs et éleveurs (Hussein et al., 1999 ; Krätli and Toulmin, 2020). Cette étude ne porte pas sur la question de l'escalade du conflit entre agriculteurs et éleveurs ou de l'intensification de ce dernier. Toutefois, ce débat controversé montre que le sujet suscite un grand intérêt.

Une étude de la documentation universitaire et des groupes de réflexion

En raison de cette attention accrue, bien que souvent confuse, et pour orienter les futurs travaux de recherche de SPARC, cette revue systématique de la portée vise à explorer la documentation universitaire et des groupes de réflexion³ à la recherche des causes des conflits entre agriculteurs et éleveurs, les tendances ainsi que les possibles lacunes en termes de compréhension. Elle vise également à établir à quel point le conflit est lié aux terres et aux ressources naturelles, en supposant que les terres et les ressources naturelles jouent un rôle essentiel. Elle vise à identifier dans quelle mesure l'insécurité foncière est citée en tant que cause du conflit et la manière dont est débattu ce sujet, en reconnaissant que le lien entre l'occupation des terres et le conflit est complexe et que des travaux de recherche plus approfondis quant à ce lien sont probablement nécessaires (Flintan et al., 2021 ; Osman, 2012).

La logique visant à inclure l'insécurité foncière repose sur l'argument selon lequel la précarité des droits fonciers entraîne une perte de terres (ou d'accès aux terres) à des fins contradictoires, accélérée par la pression imposée sur les ressources terrestres. À mesure que les aires de pâturage diminuent et que les espaces destinés aux petits exploitants agricoles augmentent, la compétition à l'égard des ressources indispensables aux moyens de subsistance s'intensifie. Compte tenu de l'escalade de la concurrence, il est fort probable que celle-ci devienne violente. Ceci suggère que la précarité des droits fonciers pourrait être une cause de conflit (Flintan et al., 2021 ; de Jode and Flintan, 2020 ; Osman, 2012 ; Sulieman, 2015).

Cette analyse pose les questions suivantes :

- Quelles sont les causes du conflit entre agriculteurs et éleveurs ?
- Les terres jouent-elles un rôle dans le conflit, et dans quelle mesure ?
- La précarité des droits fonciers fait-elle partie du débat et, le cas échéant, de quelle manière ?

Les liens établis entre les femmes et le conflit, ainsi que ceux entre les jeunes et le conflit, sont mis en avant en tant que lacunes dans la recherche existante (Caroli et al., 2022). Ainsi, cette revue de la portée vise également à explorer dans quelle mesure les groupes sont mentionnés dans les études de cas sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs.

Des analyses documentaires ont récemment été menées sur des thèmes connexes. Toutefois, peu se concentrent spécifiquement sur les causes du conflit entre agriculteurs et éleveurs ou adoptent une méthodologie de revue systématique. L'une de ces études porte sur l'analyse d'incidents spécifiques découlant d'un conflit dans 16 pays à l'aide de la base de

³ La documentation des groupes de réflexion a aidé l'équipe préposée à l'analyse à saisir les perspectives les plus récentes en dehors des revues à comité de lecture.

données de l'*Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED, un projet de collecte de données sur la localisation des conflits armés et les événements qui y sont liés). Elle cherche à déterminer si la violence en Afrique peut être attribuée aux conflits entre agriculteurs et éleveurs comme le suggèrent de nombreux rapports, tout en explorant aussi comment sont (ou pourraient être) envisagées les causes du conflit (Krätli and Toulmin, 2020). Trois autres études explorent les sources de violence et d'instabilité affectant les pasteurs et d'autres utilisateurs des terres rurales ainsi que les causes des conflits relatifs aux terres. Elles s'appuient sur une méthode d'analyse documentaire ou d'étude de cas comparative (Brottem and McDonnell, 2020 ; Ntumva, 2022 ; Seter et al., 2018, respectivement). Une autre étude évalue les causes et les moteurs des conflits impliquant les pasteurs et repose sur des entretiens avec des parties prenantes dans six pays d'Afrique (UNOWAS, 2018). Si ces analyses sont approfondies, aucune n'adopte une approche de revue systématique. Deux revues systématiques ont été identifiées. L'une porte sur le conflit lié au changement d'utilisation des terres plus largement (de Jong et al., 2022), l'autre explore les liens entre le changement climatique et le conflit violent en Afrique de l'Ouest (Tarif, 2022), mais n'aborde pas spécifiquement les conflits entre agriculteurs et éleveurs.



© Marco Buemi/ILRI

2. MÉTHODOLOGIE

Une revue systématique de la portée

Les revues systématiques visent à identifier, évaluer et résumer les résultats de toutes les études individuelles pertinentes, améliorant ainsi l'accessibilité des preuves existantes aux décideurs. Une analyse normale se distingue d'une revue systématique en ce que les revues systématiques adhèrent à un modèle scientifique strict reposant sur des méthodes explicites, préspecifiées et reproductibles. Elles s'appuient sur des méthodes systématiques sélectionnées en vue de minimiser la partialité. Elles offrent ainsi des résultats plus fiables à partir desquels des conclusions peuvent être tirées et des décisions prises (CRD, 2009 ; Higgins et al., 2022). En plus de déterminer ce que nous connaissons d'une intervention particulière, les revues systématiques mettent aussi en évidence les domaines dans lesquels l'absence de connaissances est flagrante. On peut ensuite utiliser ces informations pour orienter les futurs travaux de recherche (CRD, 2009). Consultez également Higgins et al. (2022) et Aromataris and Riitano (2014).

Les revues systématiques de la portée sont généralement employées « pour la reconnaissance afin de clarifier des définitions pratiques et des frontières conceptuelles d'un thème ou d'un domaine. Les revues de la portée sont donc tout particulièrement utiles lorsqu'un corpus de documents n'a pas encore fait l'objet d'un examen exhaustif, ou s'il présente une nature complexe et hétérogène qui ne relève pas d'une revue systématique des preuves. Les revues de la portée peuvent être menées pour déterminer la valeur et la portée probable d'une revue systématique complète. Elles peuvent toutefois aussi constituer des exercices à part entière permettant de résumer et de diffuser les résultats de la recherche, d'identifier les lacunes dans la recherche et d'établir des recommandations pour les futurs travaux de recherche » (Peters et al., 2015). Cette analyse s'appuie sur la méthodologie développée par Peters et al. (2015) de l'institut Joanna Briggs.

Pour garantir une certaine rigueur, cette analyse a été conçue selon le format PRISMA (de l'anglais *Preferred Reporting Items for Systematic Reviews and Meta-analysis*, ou éléments de rapport préférés pour les revues systématiques et la méta-analyse) (Page et al., 2021). Elle s'est appuyée sur la liste de vérification PRISMA 2020 disponible en ligne⁴. En outre, un protocole a été développé dès le début de l'analyse. Considéré comme un document de clarification et d'orientation, ce protocole vise à assurer une interprétation commune par l'équipe préposée à l'analyse dès le départ. Il est présenté dans l'annexe 2.

L'analyse a été menée en anglais puis en français, afin de pouvoir inclure davantage d'études. Une fois l'analyse menée, les résultats ont été associés (figure 1).

4 Vous trouverez la liste de vérification sur : www.prisma-statement.org (uniquement disponible en anglais)

Bases de données consultées et paramètres de recherche

Analyse de la documentation en langue anglaise

L'équipe préposée à l'analyse a sollicité le soutien de ses réseaux au sein de la communauté de la recherche pour obtenir des retours sur les bases de données les plus pertinentes pour cette étude. Elle a identifié les réseaux suivants : Web of Science, Science Direct, Scopus et CAB Direct. Elle a finalement décidé de se concentrer sur Web of Science et Science Direct, d'une part car ce sont des bases de données reconnues, et d'autre part, en raison des autorisations institutionnelles existantes.

L'équipe a utilisé la chaîne de recherche booléenne en langue anglaise (*farmer OR smallholder OR settler*) AND (*pastoralist OR herder OR nomad*) AND *conflict* AND (*Africa OR Sahel*) [(agriculteur OU petit exploitant OU colon) ET (pasteur OU éleveur OU nomade) ET conflit ET (Afrique OU Sahel)] pour interroger les bases de données. Elle a utilisé le terme « conflit » pour éviter de limiter ce que les résultats de la recherche révèlent, reconnaissant que le terme peut revêtir diverses significations. La définition la plus utile pour cette analyse est la suivante : « toute situation dans laquelle deux parties, voire plus, considèrent que leurs objectifs sont mutuellement incompatibles » (Mitchell, 1981)⁵. L'équipe préposée à l'analyse a également évité d'utiliser les termes « terres » ou « ressources naturelles » dans la chaîne de recherche, car l'intérêt était de déterminer si, et dans quelle mesure, les problèmes liés aux terres et aux ressources naturelles apparaissaient dans une recherche plus générale sur les causes du conflit.

Les termes « agriculteurs » et « éleveurs » ont été élargis de manière à englober des descriptions similaires courantes telles que « petit exploitant » et « colon » pour les agriculteurs, et « pasteur » et « nomade » pour les éleveurs. De fait, c'est ainsi que sont couramment décrits ces groupes dans la documentation sur le conflit. Les examinateurs et examinatrices ont étudié la documentation couvrant l'intégralité du continent, avec une mention spécifique de la région du Sahel, car elle est souvent mentionnée sans aucune référence à l'Afrique. Cette démarche visait à éviter qu'ils soient involontairement redirigés vers un ensemble plus restreint de conclusions pouvant être liées à l'histoire, à la géographie, ou encore aux contextes politiques et sociaux d'une région donnée. Les termes de recherche tronqués et les caractères génériques n'ont pas été utilisés, ni les chaînes de recherche longues (par exemple, citer le nom complet de chaque pays d'Afrique plutôt que de simplement utiliser les termes « Afrique OU Sahel »), étant donné les limitations des chaînes de recherche dans Science Direct.

La période a été fixée de 2000 jusqu'à aujourd'hui pour se conformer à la période utilisée dans le rapport « Une revue de la tenure et de la gouvernance des terres pastorales en Afrique de l'Est et de l'Ouest » de SPARC (Flintan et al., 2021). La hausse de la couverture de ce thème observée durant cette période explique les raisons de ce choix. Une hausse relative en termes de recherche et de documentation sur les pasteurs et les parcours a également été observée autour de l'année 2000 (Johnsen et al., 2019).

5 Ceci peut couvrir des intérêts contradictoires entre l'État et les petits exploitants agricoles locaux concernant l'allocation des terres et leur utilisation, des litiges ou des tensions entre les groupes, des transgressions sur des propriétés ou des personnes (par exemple, vol de bétail, vol dans les exploitations agricoles, passage à tabac et homicide sur des humains et des animaux d'élevage), ainsi qu'une violence à grande échelle entraînant la mort d'un grand nombre de personnes et d'animaux d'élevage.

Une recherche de la documentation en langue anglaise a été menée dans Science Direct et Web of Science le 30 avril 2022. En raison du grand nombre de résultats de recherche (plus de 3 000 résultats dans Science Direct), des paramètres de limitation supplémentaires ont été introduits, notamment concernant les revues manifestement non pertinentes pour ce thème (par exemple, des revues vétérinaires) et une limitation des résultats de recherche aux articles de recherche, qui excluaient notamment les ouvrages, les critiques d'ouvrages et les éditoriaux.

La recherche finale a généré 109 articles de périodiques dans Web of Science et 862 articles de revues dans Science Direct. Pour compléter la recherche dans la base de données, une recherche utilisant la même chaîne booléenne a été menée sur Google le 8 mai 2022. Les huit premiers groupes de réflexion internationaux apparaissant dans la liste⁶ et ayant publié des rapports sur ce thème ont été pris en compte. Une recherche de suivi a ensuite été entreprise pour des publications spécifiques sur les sites Internet de chacun des groupes de réflexion, à l'aide de la même chaîne de recherche. Parallèlement, pour certains (Empirical Studies of Conflict, International Crisis Group, le centre d'études stratégiques de l'Afrique et l'institut Clingendael), la chaîne de recherche a été légèrement adaptée (« conflit entre agriculteurs et éleveurs » ET « conflit entre agriculteurs et pasteurs ») car le site Internet ne permettait pas d'utiliser de chaîne de recherche plus longue. Dix-sept documents des groupes de réflexion ont été inclus sur la base de la recherche susmentionnée.

Les résultats complets de 971 articles de périodiques et 17 articles de groupes de réflexion ont été transférés dans le logiciel Mendeley, et 18 articles en double ont été supprimés. Les titres et extraits ont ensuite été filtrés afin de les inclure ou de les exclure de l'analyse. Le critère principal pour l'inclusion était que l'article de recherche porte spécifiquement sur un cas (ou des cas) de conflit entre agriculteurs et éleveurs, que l'étude ait effectué une recherche primaire (quantitative, qualitative ou les deux) sur le thème, qu'elle ait au minimum inclus des questions dans les entretiens et les discussions locales sur les causes du conflit entre agriculteurs et éleveurs, ou enfin qu'elle ait enregistré des réponses des personnes interrogées quant aux causes du conflit⁷.

À l'aide des critères ci-dessus, l'examinatrice principale et une autre examinatrice ont réduit la longue liste de façon autonome, en lisant les titres et les extraits. Les deux examinatrices ont associé leurs résultats, puis ont supprimé les articles en double. Une troisième examinatrice a été invitée à donner ses conseils sur quelques divergences, puis à revoir la liste de présélection avec la principale examinatrice une dernière fois.

À l'issue de cette procédure, 900 publications ont été exclues car elles ne répondaient pas aux critères de cette analyse. Sur les 70 documents restant, 64 ont été obtenus en texte intégral. L'équipe n'a pu obtenir l'accès à quatre des textes intégraux. Sur ces 64 documents, 28 articles ont été exclus après avoir lu le résumé, la discussion, la conclusion et la méthodologie. La principale examinatrice a effectué cette deuxième procédure de sélection, et une deuxième examinatrice a vérifié cette sélection. Cette procédure a permis d'obtenir 38 études pour l'analyse, composée de 21 articles de périodiques et de 17 documents de groupes de réflexion en anglais.

6 Le *South African Institute of International Affairs* (SAIIA), *Empirical Studies of Conflict*, l'*International Crisis Group*, l'*institut international pour l'environnement et le développement* (IIED), *Search for Common Ground*, le centre d'études stratégiques de l'Afrique, le *Kofi Anan International Peacekeeping Center* (KA IPTC) et l'*institut Clingendael*.

7 Les critères pour les documents des groupes de réflexion n'étaient pas aussi stricts et certaines analyses ont aussi été incluses. De fait, leurs documents sont considérés comme des documents d'accompagnement pour une comparaison avec des articles de recherche. Ainsi, les 17 résultats des groupes de réflexion ont été retenus.

Analyse de la documentation en langue française

La recherche de documentation en langue française a été entreprise le 4 novembre 2022 par une personne francophone (différente de l'examinatrice anglophone). L'équipe a utilisé la chaîne de recherche booléenne en langue française (agriculteur OU petit exploitant OU colon agricole) ET (pasteur OU éleveur OU nomade) ET conflit ET (Afrique OU Sahel) pour recueillir 84 et 47 publications de Web of Science et de Science Direct respectivement, couvrant la période 2000 – 2022. Une vérification préliminaire par titre et résumé a résulté en l'inclusion de 20 articles de périodiques du site Web of Science, et cinq articles du site Science Direct.

Cette liste préliminaire d'articles a été soumise à une procédure de sélection rigoureuse, qui a entraîné le retrait de sept articles de la liste de Web of Science. Deux étaient des doubles, deux étaient inaccessibles et trois ne portaient pas sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs, mais sur l'élevage caprin ou les conséquences du développement des entreprises agroalimentaires sur le système agraire et la gestion de l'eau. Trois articles de la liste de Science Direct ont été exclus. L'un était un double d'un article de la liste de Web of Science, et les deux autres portaient sur l'anthropologie préhistorique et historique de la houlette des bergers au Brésil et en Europe, mais ne parlaient pas des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Après cette sélection, 15 articles de périodiques ont été conservés.

Pour élargir cette liste, une recherche directe sur Google à l'aide de la même chaîne de recherche a été entreprise les 15 et 16 janvier 2023. Elle a permis de trouver 24 articles de périodiques supplémentaires, dont 16 ont finalement été retenus après avoir été importés et contrôlés dans Mendeley. Ainsi, 31 articles de périodiques en langue française ont été pris en compte dans cette analyse.

Au-delà des articles de périodiques, la même chaîne de recherche booléenne sur Google a permis d'identifier huit publications de groupes de réflexion, dont les sites Internet ont ensuite été consultés pour recueillir 20 articles supplémentaires, portant à 28 le nombre de publications par des groupes de réflexion. Un contrôle rigoureux de ces articles a permis d'identifier 10 articles sur les 28 qui présentaient un intérêt pour l'analyse. Une recherche supplémentaire pour les publications de groupes de réflexion a identifié neuf documents supplémentaires, portant le nombre total d'articles pris en compte pour l'analyse à 19.

Au total, 50 publications ont été identifiées dans la documentation en langue française sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs, dont 31 articles de périodiques et 19 articles de groupes de réflexion (tableau 1).



TABLEAU 1. NOMBRE TOTAL DE PUBLICATIONS PRISES EN COMPTE DANS L'ANALYSE

Documents	Articles de périodiques	Groupes de réflexion	Total
Langue anglaise	21	17	38
Langue française	31	19	50
Total	52	36	88

Vous trouverez la liste des articles inclus dans l'analyse en annexe 1⁸.

Limitations de la procédure

Plusieurs limitations ont été constatées :

- Le nombre total d'articles de périodiques est relativement faible. Ainsi, les tendances identifiées ne peuvent être prises qu'à titre indicatif et non comme des résultats fiables.
- Une recherche dans un ensemble plus vaste de bases de données aurait pu générer davantage de résultats, améliorant par là même leur diversité et leur robustesse⁹. Toutefois, les résultats de cette analyse concordent, pour la plupart, avec les résultats d'analyses similaires susmentionnées¹⁰, indiquant qu'une grande partie des études sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs ont été prises en compte. En outre, Seter et al. (2018) indique qu'il existe très peu d'études primaires solides sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs, ou même sur le conflit entre éleveurs, ce qui vient corroborer la faible quantité d'échantillons.
- L'analyse n'incluait pas la documentation grise, les rapports institutionnels (par exemple, ceux de la Banque mondiale) ni les documents obtenus par « effet boule de neige » en raison du manque de temps et de ressources, et parce qu'elle préférait se concentrer sur les études reposant sur une recherche primaire.

Le contenu d'une recherche publiée, même récemment, dans des revues à comité de lecture, aura déjà quelques années étant donné les longues procédures universitaires requises pour la publication de travaux. C'est la raison pour laquelle l'analyse inclut de la documentation des groupes de réflexion, car le temps de traitement de ces documents est généralement plus rapide.

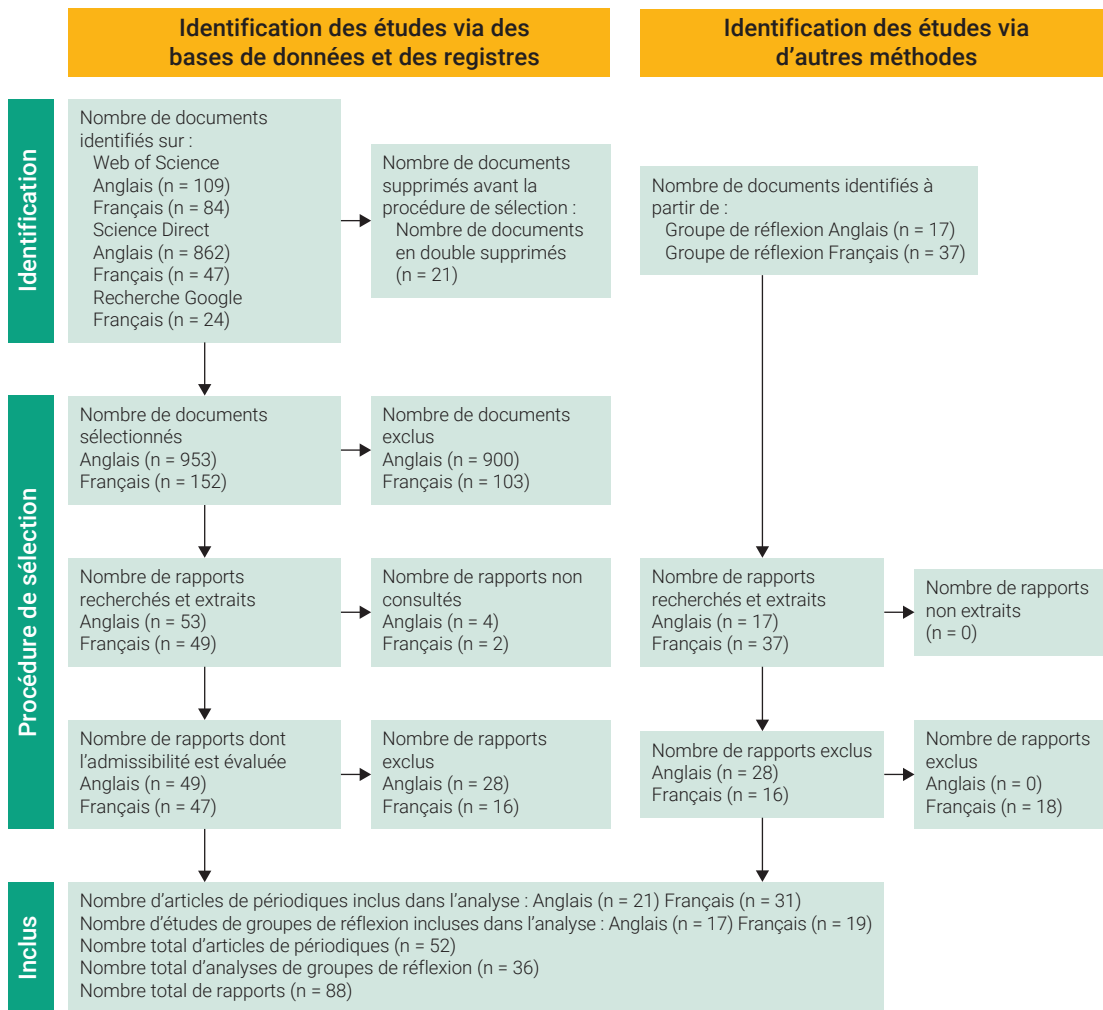
L'analyse des documents en français reposait sur une approche légèrement différente, consistant à inclure la recherche sur Google d'articles supplémentaires. En outre, les analyses des documents en anglais et en français ont été effectuées par des personnes différentes. Ainsi, les interprétations pourraient diverger. Toutefois, l'inclusion des documents dans les deux langues paraissait plus judicieuse que de les présenter séparément.

8 Après avoir associé la documentation anglaise et française, et après avoir terminé l'analyse, l'équipe a constaté que deux articles apparaissaient dans les résultats de recherche de la documentation en français et en anglais. Étant donné qu'il était trop tard pour supprimer les articles et procéder à une nouvelle analyse, et compte tenu du fait que ces deux articles n'allaient probablement pas influencer de manière drastique sur les résultats, les deux articles en double ont été maintenus et inclus dans l'analyse.

9 Ceci vient confirmer que les diverses bases de données présentent des forces et des faiblesses (voir, par exemple, Stahlschmidt and Stephen (2020) pour une comparaison de bases de données spécifiques). Une recherche dans diverses bases de données servirait à minimiser les effets de ces faiblesses.

10 Par exemple, Brottem and McDonnell (2020), qui ont passé en revue plus de 300 publications en anglais et en français.

FIGURE 1. ORGANIGRAMME PRISMA



Codification des cas

Les informations suivantes ont été codées : (1) lieu de l'étude ; (2) méthodologie ; (3) mention de l'escalade de la fréquence ou de l'intensité du conflit ; (4) mention des liens entre le conflit d'une part, et les terres et les ressources naturelles d'autre part ; (5) mention des femmes ; (6) mention des jeunes ; et (7) causes du conflit.

Lieu de l'étude : il était intéressant de comprendre la distribution géographique des articles sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs. Lorsqu'ils portaient sur plus d'un pays, chaque pays mentionné dans l'étude était comptabilisé comme un cas distinct. Si les études portaient sur une vaste région sans mentionner de pays (par exemple, l'Afrique ou le Sahel), celles-ci étaient comptabilisées dans une catégorie distincte.

Méthodologie : les méthodes utilisées dans la recherche sur les études de cas ont été regroupées en cinq catégories principales : (1) les méthodes qualitatives, y compris des entretiens, des discussions thématiques de groupes, des observations de terrain, des

ateliers et toute autre mention générale « d'étude de cas » ; (2) les méthodes quantitatives, y compris des enquêtes auprès des ménages et une analyse spatiale ; (3) des méthodes mixtes, associant les approches qualitatives et quantitatives ; (4) des méthodes mixtes, associées à la détection à distance, la cartographie et l'association d'approches qualitatives et quantitatives à la détection à distance et la cartographie participative ; (5) des sources secondaires, y compris des analyses documentaires et de documents obtenus à l'échelle locale (par exemple, des casiers judiciaires, des affaires judiciaires). Toutes les méthodes utilisées pour les études de cas comprenaient un élément d'analyse des données secondaires. Ainsi, lorsque des sources secondaires sont mentionnées, cela signifie que la publication était une analyse¹¹.

Mention de l'escalade de la fréquence ou de l'intensité du conflit : des articles et des études qui mentionnent une escalade ou une intensification du conflit. L'objectif était d'explorer s'il existe des tendances similaires dans la documentation universitaire et des groupes de réflexion par rapport à la documentation dans le domaine public.

Mention des liens entre le conflit d'une part, et les terres et les ressources naturelles d'autre part : ceci inclut des articles et des études qui établissent des liens directs entre le conflit d'une part, et les terres et les ressources naturelles de l'autre.

Mention des femmes et des jeunes : des articles et des études qui mentionnent les femmes en relation au conflit. Ceci inclut la mention des femmes uniquement en lien direct avec le conflit, et n'inclut pas la mention des femmes d'autres manières (par exemple, dans des méthodologies indiquant le fractionnement par sexe). Les jeunes étaient mentionnés d'une manière similaire.

Causes du conflit : les causes du conflit ont été regroupées en catégories¹² et sous-catégories. La figure 2 présente les résultats. Pour chaque catégorie, des mots-clés ou des syntagmes ont été extraits de la documentation recueillie dans le cadre de l'analyse, et formulés de manière à indiquer une cause (par exemple, gouvernance faible au lieu de gouvernance)¹³. Comme le montre la figure, ces mots-clés ou syntagmes ont été regroupés en sous-catégories. Les sous-catégories ont été créées comme thèmes communs dans l'ensemble de mots-clés ou de syntagmes. Par exemple, lorsque des syntagmes tels que « ressources limitées » ou « rareté des terres » apparaissent, ils sont regroupés dans la sous-catégorie « pénurie de ressources ». Lorsque des syntagmes tels que « ressources pastorales limitées » ou « pénurie d'eau » apparaissent, ils sont regroupés dans la sous-catégorie « ressources limitées » (voir encadré 1 pour des remarques quant à la définition et la portée de chaque catégorie). Après avoir défini la portée de la documentation en français, l'examineur français a reconnu que les catégories et sous-catégories identifiées pour la langue anglaise étaient également adaptées à l'analyse en langue française.

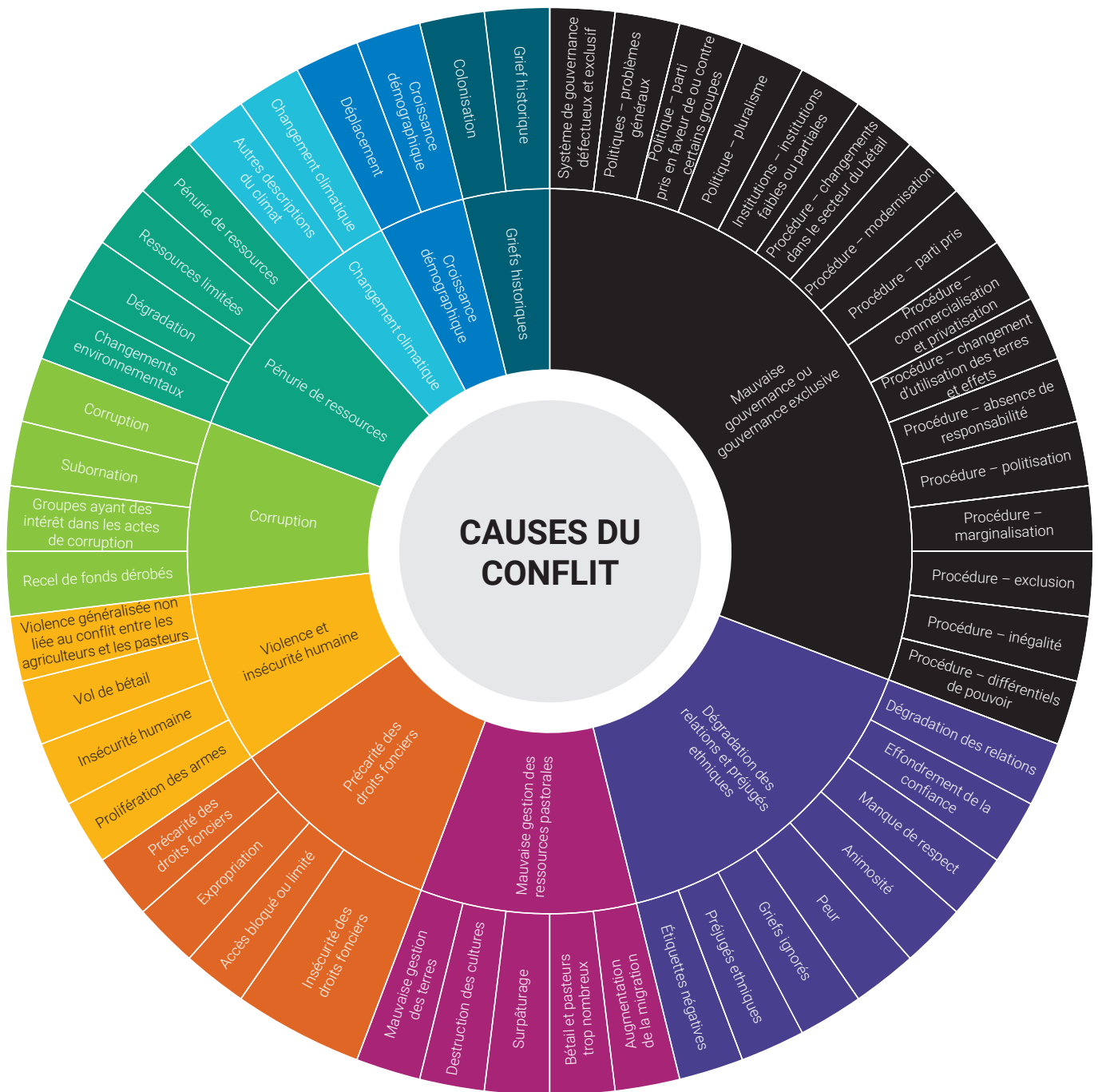
11 Ce n'est le cas que pour un seul document de groupe de réflexion.

12 Les catégories utilisées ont été définies comme les causes les plus fréquemment observées dans la documentation, notamment dans les résumés pendant l'exercice d'inclusion et d'exclusion, et sur la base d'une lecture approfondie d'un tiers des documents tirés de la documentation en anglais incluse dans l'analyse.

13 Vous trouverez une liste complète des mots-clés et des syntagmes utilisés dans l'annexe 3.

Pour l'analyse, le code 1 a été attribué à un syntagme ou un mot-clé mentionné en tant que cause du conflit dans l'étude. Le code 2 a été attribué à un syntagme ou un mot-clé mentionné dans l'étude mais pas nécessairement comme une cause, par exemple inclus uniquement dans le contexte, l'introduction, les notes de bas de page ou les références, ou encore mentionné comme élément de discussion. L'autrice principale a entrepris une analyse d'un tiers des études de la documentation en anglais et a vérifié les mots-clés et les syntagmes dans leur contexte pour le reste. L'examineur de la documentation en français a entrepris une analyse de toutes les études de la documentation en langue française. L'intégralité de l'analyse et de la représentation des données a été faite à l'aide du logiciel MS Excel Office Pro.

FIGURE 2. CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES DE CAUSES DU CONFLIT



ENCADRÉ 1. UNE NOTE SUR LES CATÉGORIES ET LES SOUS-CATÉGORIES

Précarité des droits fonciers Inclut la précarité des droits fonciers légale, de fait et perçue.

Rareté des terres et pénurie de ressources naturelles Inclut la pénurie absolue, la plupart du temps provoquée par le changement climatique ou la dégradation, et la pénurie structurelle provoquée, par exemple, en détruisant des terres à d'autres fins¹⁴.

Mauvaise gouvernance ou gouvernance exclusive Fait référence aux faiblesses des systèmes arbitrant le contrôle des ressources et leur accès associées à l'action humaine pour le processus décisionnel, ainsi qu'aux processus qui influencent l'action humaine ou qui en résultent. La gouvernance englobe les politiques, les institutions et les processus tels que le présente le rapport *Sustainable Livelihoods Framework* (Cadre pour des moyens de subsistance durables) du *Department for International Development* (DFID, le ministère du développement international) du Royaume-Uni (DFID, 2020). La sous-catégorie « Institutions faibles ou partiales » fait référence aux institutions coutumières et statutaires.

Mauvaise gestion des ressources pastorales Fait référence au moment où des acteurs (généralement externes) considèrent les actions des pasteurs comme une mauvaise gestion des ressources pastorales.

Mauvaises relations et préjugés ethniques Sont considérés comme étant liés mais ne vont pas toujours de pair. Les mauvaises relations peuvent exister indépendamment des préjugés ethniques.

Violence et insécurité humaine Fait référence à la violence au sens large, et inclut par exemple les groupes terroristes, la prolifération des armes, le vol de bétail et l'insécurité humaine en résultant.

Griefs historiques Indiquent un conflit attribué aux racines ancrées dans le passé d'un pays ou d'une région, lié au colonialisme ou aux relations entre les groupes.

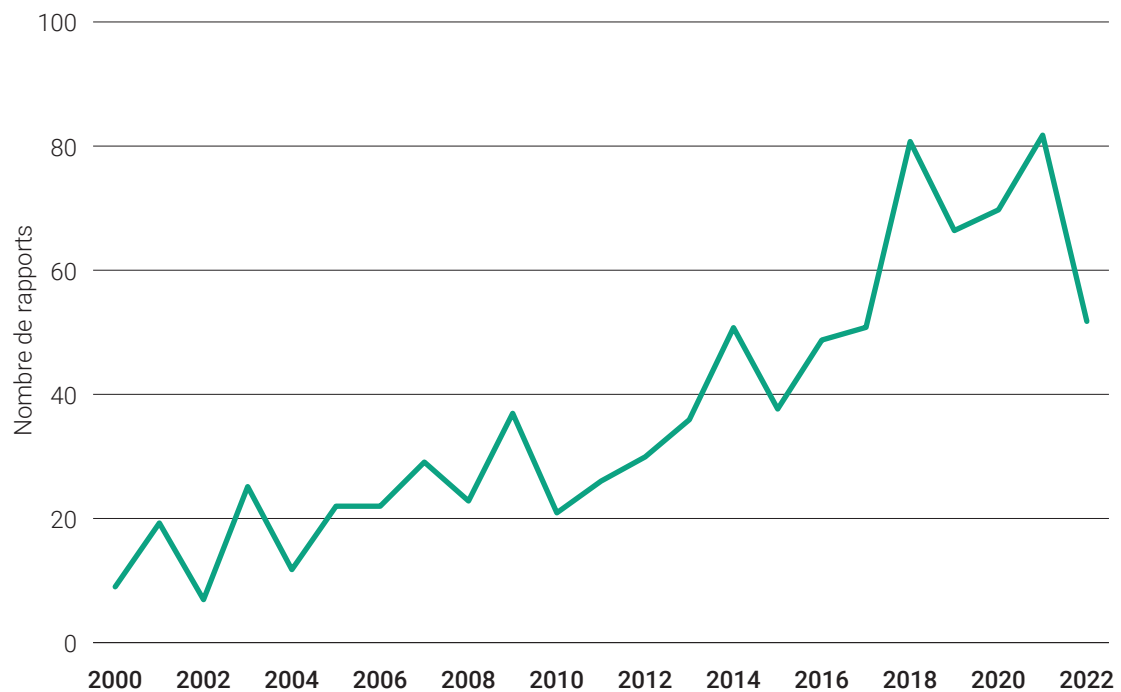
¹⁴ Pour obtenir plus d'informations sur les différents types de pénuries, voir UNEP (2012).

3. TENDANCES GÉNÉRALES

Date de publication

La recherche de documentation scientifique sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs sur Science Direct montrait une augmentation marquée des résultats de recherche entre 2000 et 2021 (figure 3)¹⁵. Ceci indique que l'attention accordée aux conflits entre agriculteurs et éleveurs s'est considérablement intensifiée ces deux dernières décennies.

FIGURE 3: INTÉRÊT CROISSANT POUR LES CONFLITS ENTRE AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS DANS LA DOCUMENTATION UNIVERSITAIRE EN LANGUE ANGLAISE



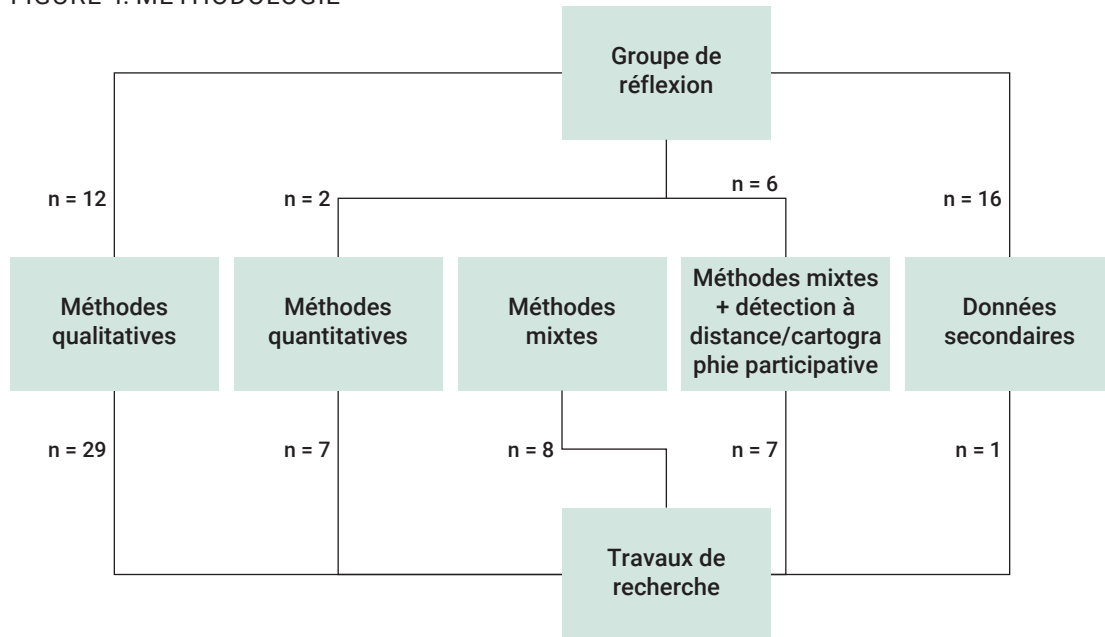
Note : la recherche documentaire a été menée en avril 2022. Elle ne tient donc pas compte des articles publiés après le mois d'avril 2022, ce qui explique la baisse observée sur le graphique.

15 À l'aide de la chaîne de recherche (*farmer OR smallholder OR settler*) AND (*pastoralist OR herder OR nomad*) AND *conflict* AND (*Africa OR Sahel*) [(agriculteur OU petit exploitant agricole OU colon) ET (pasteur OU éleveur OU nomade) ET conflit ET (Afrique OU Sahel)], et en se limitant aux articles de recherche et aux revues pertinentes (par exemple, en ne tenant pas compte des revues vétérinaires).

Méthodologie

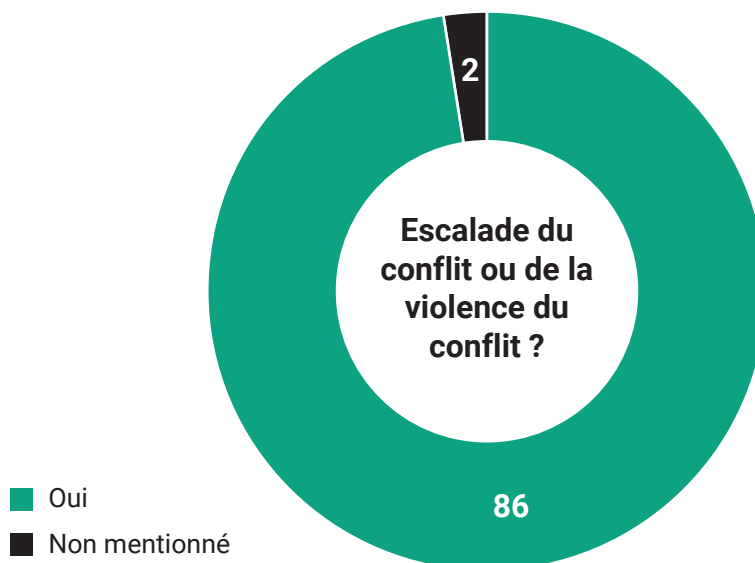
La majorité des articles et des études utilisaient des méthodes qualitatives pour leur recherche. Une minorité reposait sur des méthodes quantitatives. Parmi les articles de périodiques, environ un tiers utilisait une association d'approches qualitatives et quantitatives, et un faible pourcentage ajoutait un élément « détection à distance » ou « cartographie participative » aux méthodes mixtes (figure 4). Toutes les études incluaient un examen des données secondaires en plus des méthodes de recherche primaire.

FIGURE 4: MÉTHODOLOGIE



Tendances en matière de conflits entre agriculteurs et éleveurs

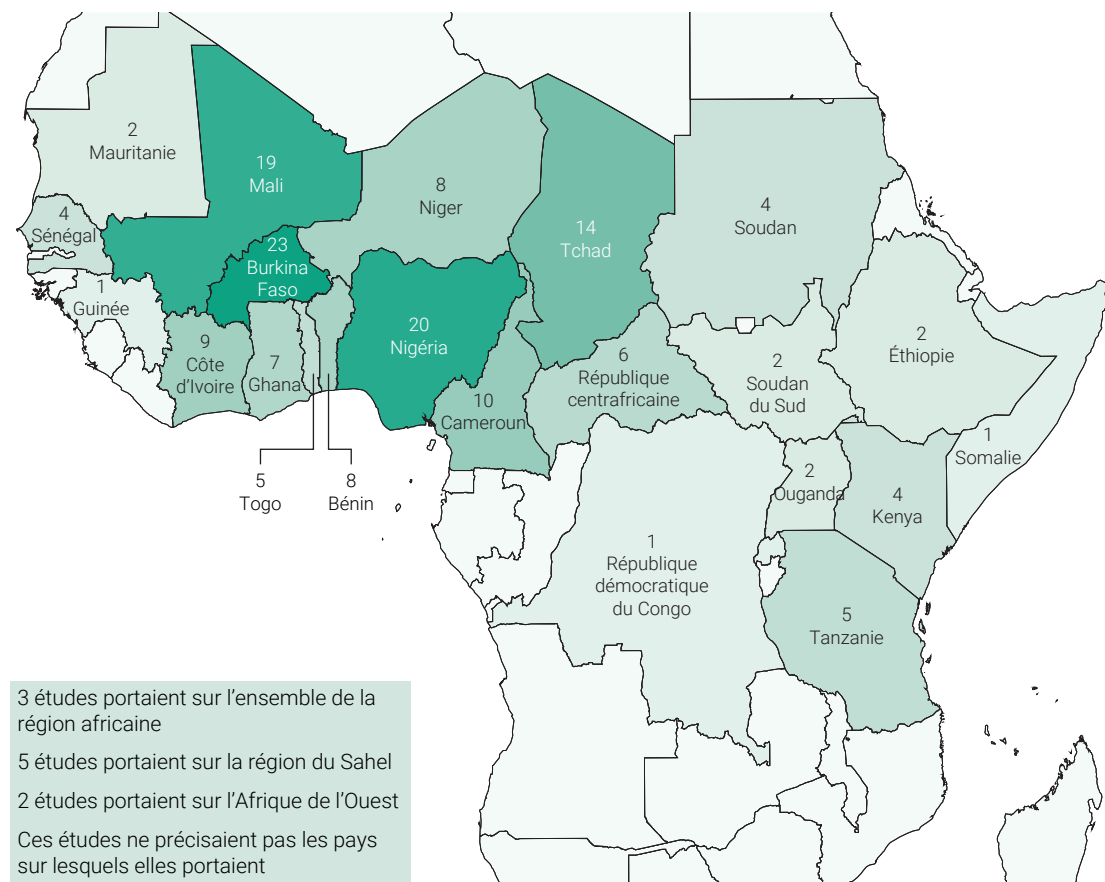
FIGURE 5: NOMBRE DE RAPPORTS MENTIONNANT UNE ESCALADE DU CONFLIT ENTRE AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS



Pour se faire l'écho de la documentation accessible dans le domaine public, 98 % des études prises en compte indiquaient une escalade de la fréquence ou de l'intensité (voire des deux) du conflit entre agriculteurs et éleveurs (figure 5). Toutefois, la plupart des études indiquent qu'il s'agit d'une affirmation d'ordre général, et peu la présentent comme un résultat de recherche. Cette observation vient étayer l'hésitation d'un grand nombre de chercheurs et chercheuses à accepter au pied de la lettre la litanie de l'escalade du conflit entre agriculteurs et éleveurs, comme cela est susmentionné dans la section 1.

Répartition géographique de la recherche sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs

FIGURE 6: CARTE MONTRANT LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA RECHERCHE SUR LE CONFLIT ENTRE AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS

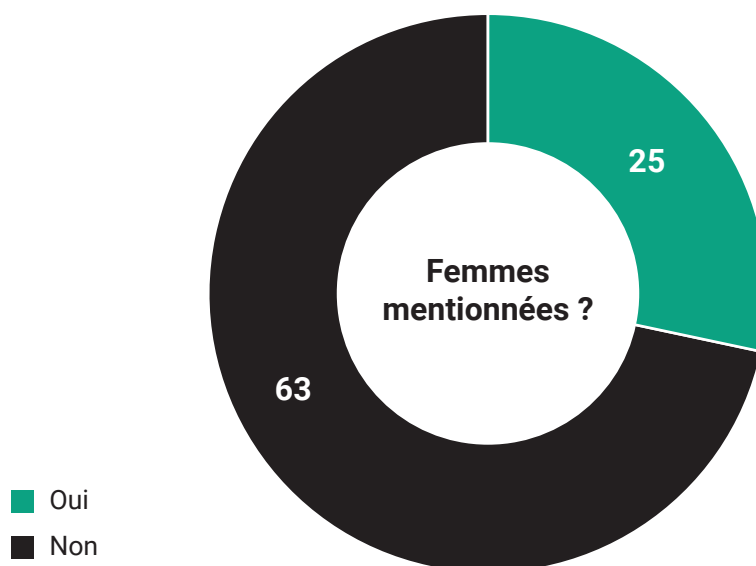


L'identification de la documentation ne se limitait pas à un pays ou une région spécifique en Afrique. Toutefois, toutes les études de cas identifiées sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs ont été menées en Afrique de l'Ouest ou dans la Corne de l'Afrique. La majorité portait sur le Burkina Faso, le Nigeria et le Mali (figure 6). Ceci suggère que bien plus de recherches sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été menées dans ces régions, ou que ces conflits sont bien plus courants dans ces régions, ou les deux. La documentation en langue française, plus que celle en langue anglaise, comptait essentiellement des études de cas menées dans la région du Sahel. Aucun article sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs n'a été identifié pour l'Afrique du Nord ou du Sud. Aucun article et aucune étude n'ont été trouvés pour le Burundi, Djibouti, l'Érythrée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Rwanda et la Sierra Leone. Ceci suggère que les conflits entre agriculteurs et éleveurs ne sont pas répandus dans ces pays. Toutefois, des recherches de suivi devront confirmer ces allégations.

Mention des femmes dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs

Le manque d'intérêt pour la dimension de genre dans le conflit a été mis en avant depuis un certain temps (Hamilton and Dama, 2003). Malgré l'indication d'un changement de la situation (ibid.), le rôle des femmes dans le conflit, près de 20 ans plus tard, n'est toujours pas suffisamment mis en exergue, notamment leur rôle dans la promotion du conflit ou de la paix (Brottem and McDonnell, 2020 ; Caroli et al., 2022). Les résultats de cette analyse viennent le confirmer. De fait, seulement 25 des 88 articles et études mentionnent les femmes en relation aux conflits décrits (figure 7). Ceci suggère une insuffisance permanente dans la recherche.

FIGURE 7. NOMBRE DE RAPPORTS MENTIONNANT LES FEMMES

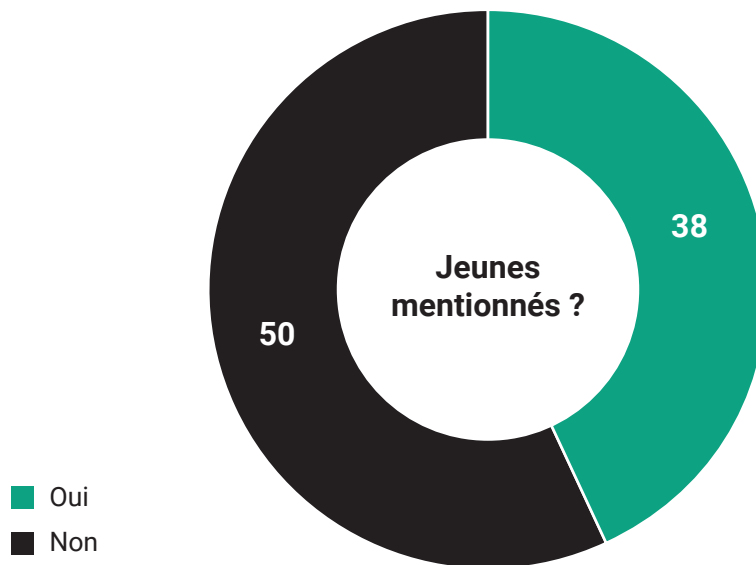


Dans 70 % des cas où les publications mentionnent les femmes, elles y sont décrites comme des victimes du conflit. Elles sont présentées comme des instigatrices ou des collaboratrices au conflit dans 30 % des cas, et comme jouant un rôle important dans le rétablissement de la paix dans 30 % des cas. Par exemple, Hagberg (2001) présente les femmes comme instigatrices du conflit lorsqu'elles informent le fils d'un agriculteur des dégâts prétendument causés au champ de culture de son père par un éleveur peul. Ayant obtenu cette information, le fils de l'agriculteur se bat avec le jeune éleveur peul, qu'il finit par assassiner avec une arme. Sougnabe and Reounodji (2021) décrivent les femmes comme des victimes : « Ces situations encouragent les cas de violations des droits humains. C'est souvent la population civile, particulièrement les femmes et les jeunes, qui sont ciblés. »

En outre, tout en limitant la documentation pour cette analyse, nombre d'articles de recherche qui analysaient l'accès des femmes aux terres et leurs droits à leur égard ont attiré l'attention. Même si ces études n'ont pas été incluses dans notre analyse car elles ne concernaient pas directement les conflits entre agriculteurs et éleveurs, elles suggèrent que la recherche concernant les femmes aborde d'autres questions connexes. Toutefois, les femmes sont ignorées dans les discussions de recherche sur le conflit et la consolidation de la paix.

Mention des jeunes dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs

FIGURE 8. NOMBRE DE RAPPORTS MENTIONNANT LES JEUNES



Sur les 88 publications, 38 mentionnent les jeunes (figure 8). Si les études de cas n'indiquent pas qu'elles se concentrent explicitement sur les jeunes de sexe masculin, les descriptions (par exemple, que les jeunes sont susceptibles d'être recrutés par des groupes armés, de former des milices spéciales pour la protection de la communauté, ou de suivre et de ramener du bétail dérobé) suggèrent qu'une plus grande attention est accordée aux jeunes de sexe masculin, et non féminin. Aucun article n'inclut de description des jeunes laissant entendre qu'il s'agit de femmes ou de jeunes filles. Cela indique une insuffisance supplémentaire dans la recherche.

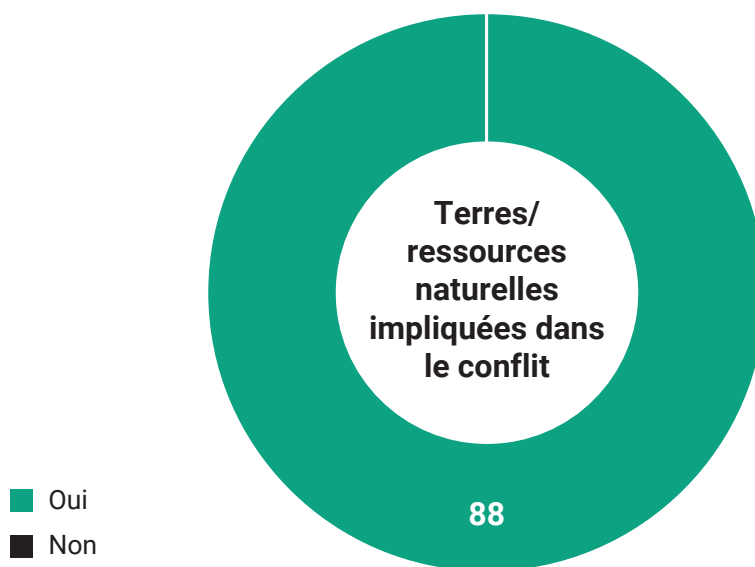
Dans 81 % des articles et des études où sont mentionnés les jeunes, ces derniers y sont décrits comme des collaborateurs au conflit, 50 % comme des victimes, et seulement 18 % comme des architectes de la paix. En tant que collaborateurs au conflit, les jeunes sont souvent présentés comme opérant en groupes pour protéger leurs communautés, protester contre les injustices ou prêts à faire justice eux-mêmes. Ils sont couramment décrits comme prédisposés au recrutement par des groupes armés, des groupes criminels ou des groupes insurrectionnels connus tels que Boko Haram, motivés par la désillusion, la privation du droit de vote, le manque de débouchés ou la pauvreté. Komi (2018) indiquait que les pasteurs sont de plus en plus jeunes, et ne font parfois pas preuve de la civilité et de la maturité nécessaires pour résoudre des conflits de manière amiable. Dans les actes du colloque du CSAO/OECD-AFD (2013), on peut lire : « Les acteurs de la violence sont essentiellement des jeunes nomades (Touaregs, Arabes, Toubous, Peuls) qui se sont mis en marge de leurs communautés ».

Les recherches indépendantes sur le rôle des jeunes dans le conflit sont rares, et aucun article ni aucune étude de la sélection ne se penche sur ce sujet. Ceci laisse entrevoir un axe de recherche à approfondir.

Les terres et les ressources naturelles en relation avec le conflit entre agriculteurs et éleveurs

Si 100 % des études sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs indiquent un conflit relatif aux terres et aux ressources naturelles (figure 9), la plupart évoquent ce lien comme une affirmation d'ordre général, par exemple le conflit ou la concurrence à l'égard des terres, de l'eau, ou une association des deux, ou à l'égard des ressources naturelles de manière générale. Quelques études offrent une analyse plus approfondie de cette affirmation, par exemple en la replaçant dans un contexte historique et en capturant l'évolution du changement social, économique et politique qui a entraîné des conditions d'inégalités, de disparités entre les groupes, d'érosion des relations sociales, ou de griefs non résolus à l'égard des ressources naturelles.

FIGURE 9. NOMBRE DE RAPPORTS MENTIONNANT LES TERRES ET LES RESSOURCES NATURELLES

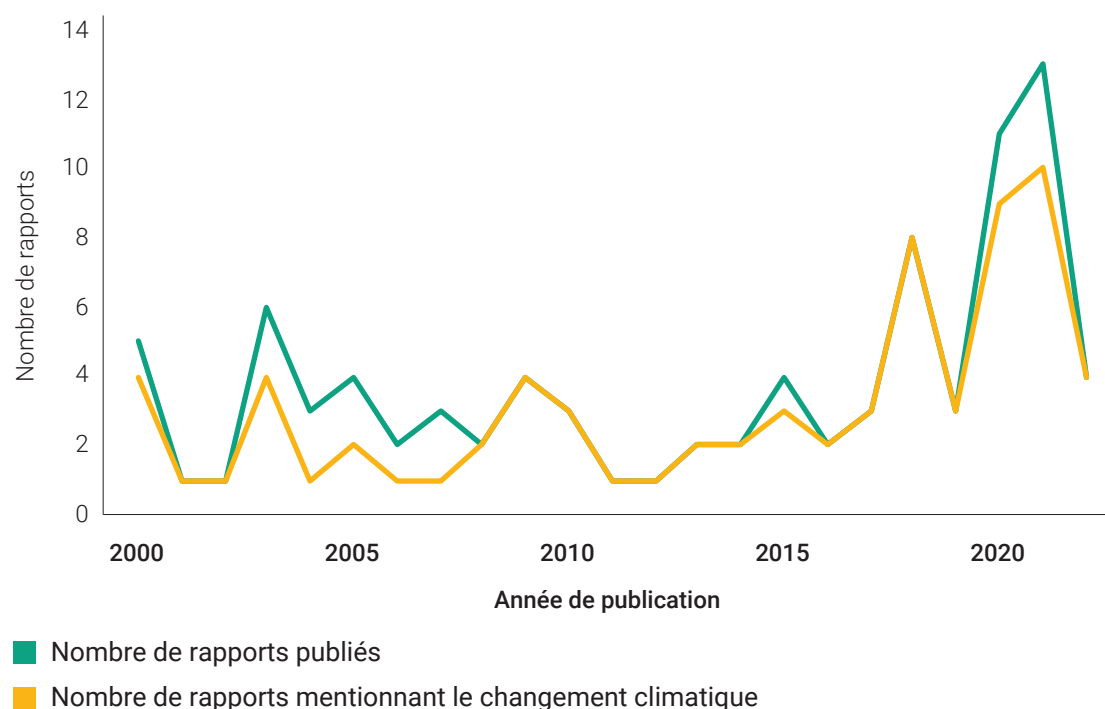


Changement climatique

Compte tenu de l'importance accordée à l'échelle internationale au changement climatique, les auteurs et autrices ont entrepris une recherche des syntagmes « changement climatique » et « évolution du climat » dans la liste de sélection des résultats de recherche de la documentation en langue anglaise (figure 2), et l'ont comparée à une recherche similaire au sein des 88 articles et études inclus. Une recherche de ces termes dans le titre, le résumé et les mots-clés de la liste de sélection montrait que le syntagme « changement climatique » apparaissait 121 fois sur 871 (14 %). La liste de sélection des résultats comprenait un assortiment d'études pouvant être liées au conflit entre agriculteurs et éleveurs, mais ne portant pas directement sur ce thème. Elle contenait par exemple des articles sur l'occupation des terres, l'accaparement des terres, la résilience des moyens de subsistance et la productivité agricole. Le changement climatique n'apparaissait pas comme un thème présentant un intérêt particulier dans ces domaines prioritaires, ce qui explique que ce thème soit peu mentionné.

Toutefois, lors d'une recherche des syntagmes « changement climatique » ou « évolution du climat » en associant les 88 études de cas incluses portant sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs, ce thème est mentionné dans 62 des 88 études retenues (70 %). Lorsque cette recherche est élargie pour inclure d'autres manières de décrire le changement climatique (en effectuant, par exemple, une recherche sur les syntagmes « variabilité du climat », « désertification », « sécheresse »), on arrive alors à 72 articles sur les 88 retenus (81 %) (figure 10). Ceci indique que le changement climatique reçoit une plus grande attention au sein de la recherche primaire sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs (comme indiqué ci-après) que dans la documentation de manière générale. C'est également un thème qui a fait l'objet d'un intérêt croissant ces dernières années.

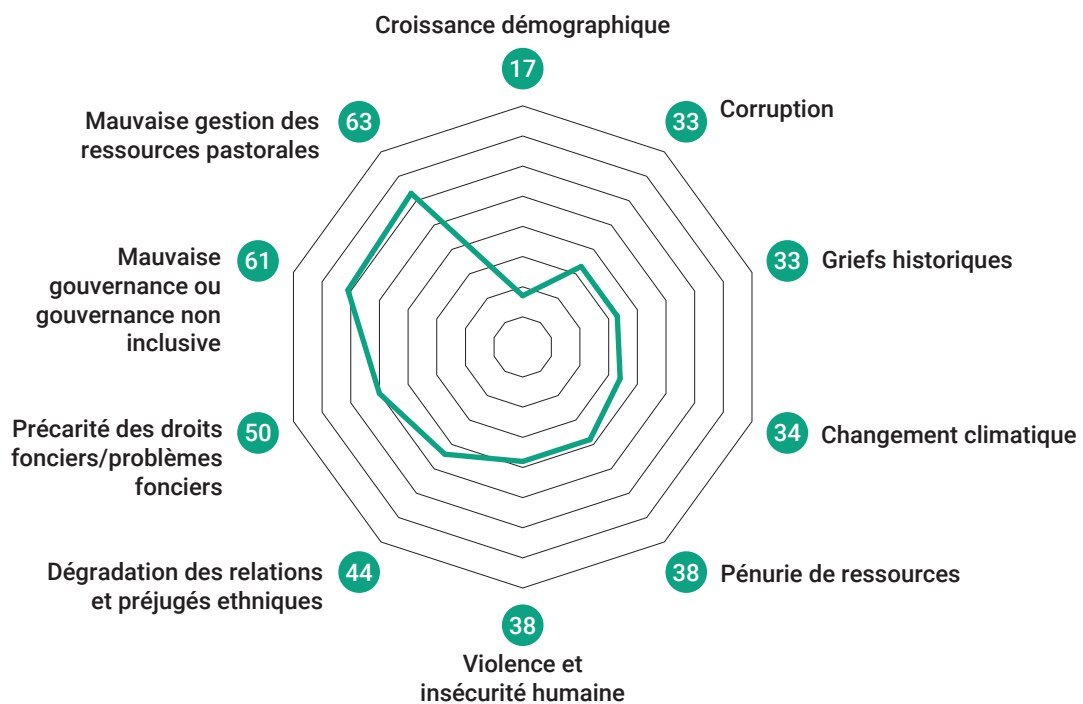
FIGURE 10. MENTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LES 88 ÉTUDES INCLUSES



4. CAUSES DU CONFLIT

Tous les articles et toutes les études identifient diverses causes de conflit entre agriculteurs et éleveurs. Aucune des études n'évoque une cause unique. Les causes interagissent de manières complexes et à différents niveaux en fonction du contexte et des forces influentes. Les articles examinés ne tiennent toutefois que rarement compte de cet aspect.

FIGURE 11. CAUSES DU CONFLIT PAR CATÉGORIE ET ORDRE DE FRÉQUENCE DE LA MENTION

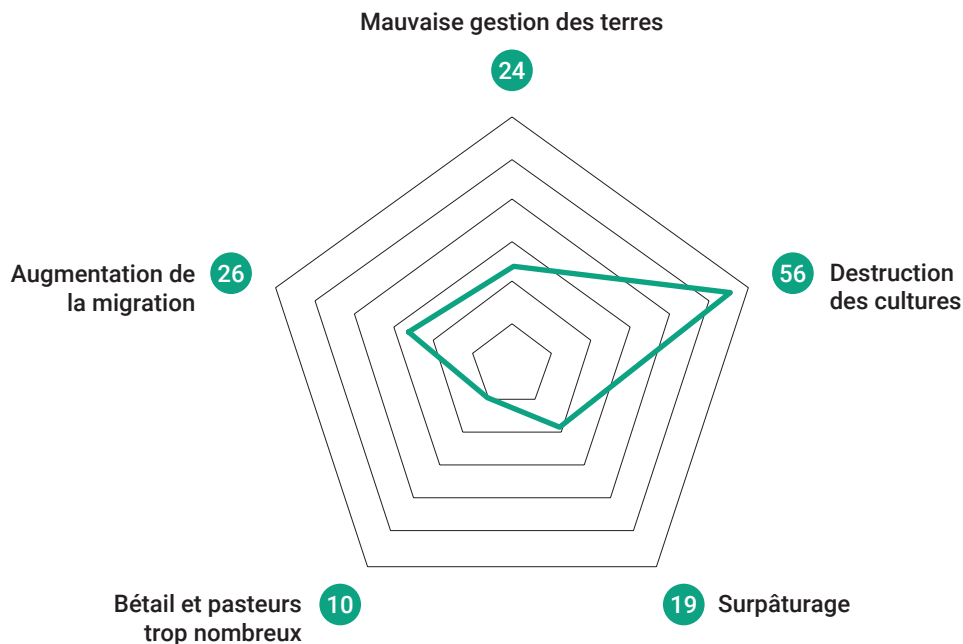


Les catégories de causes les plus citées sont la mauvaise gestion des ressources pastorales, la mauvaise gouvernance ou la gouvernance non inclusive, la précarité des droits fonciers et les problèmes fonciers, ainsi que la dégradation des relations et les préjugés ethniques. Suivent la pénurie de ressources ainsi que la violence et l'insécurité humaine (figure 11). S'il s'agit d'un thème suscitant un intérêt international, le changement climatique ne figurait pas dans les causes principales.

Il est difficile de tirer des conclusions à partir de ces résultats. Toutefois, ils suggèrent que la plupart des études portent sur les facteurs sous-jacents de gouvernance, politiques et sociaux du conflit plutôt que sur la pénurie de ressources ou le changement climatique. Cette constatation vient confirmer les conclusions des analyses antérieures (Brottem and McDonnell, 2020 ; Ntumva, 2022 ; Seter et al., 2018). En outre, le grand nombre d'articles citant la mauvaise gestion des ressources pastorales en tant que cause du conflit (63 au total) suggère une lecture simpliste d'une situation qui trouve des racines ancrées plus profondément ailleurs.

Mauvaise gestion des ressources pastorales

FIGURE 12. LES FACTEURS DE MAUVAISE GESTION DES RESSOURCES PASTORALES COMME CAUSES DU CONFLIT



Dans 63 articles, la mauvaise gestion des ressources pastorales est citée comme cause des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les dégâts causés aux cultures sont le motif le fréquemment cité, suivis de l'augmentation de la migration, d'une mauvaise gestion des terres, du surpâturage et de la surcharge de pâturage (figure 12). Les dégâts causés aux cultures par le bétail des pasteurs sont souvent décrits isolément de la raison pour laquelle cela pourrait se produire. Ils sont parfois décrits comme délibérés ou intentionnels, parfois mis sur le compte de dégâts intentionnels provoqués par le manque d'expérience ou le surmenage des éleveurs.

Si la destruction des cultures est un facteur déclencheur courant et régulier du conflit, certains scientifiques expliquent que ce problème masque des préoccupations et des griefs sous-jacents, les causes plus profondes trouvant leur origine ailleurs. Benjaminsen and Ba (2009) soulignent que les personnes raconteront souvent une histoire d'une manière qui étaye au mieux leurs arguments. Dans le cas des agriculteurs, l'histoire porte souvent sur la destruction des cultures et des terres agricoles. La surcharge pastorale, le surpâturage et la mauvaise utilisation des ressources naturelles sont évoqués comme la cause des dégâts et de la dégradation. Cependant, le problème est souvent plus complexe et concerne généralement le contrôle des terres et des ressources naturelles.

Le discours relatif à la mauvaise gestion des ressources pastorales est aussi en lien avec une conviction commune qui existe chez les communautés sédentaires et les décideurs, selon laquelle les pasteurs utilisent les parcours au hasard et qualifiant le pastoralisme de manière de vivre rétrograde. La transhumance est décrite comme illogique et responsable du conflit. Si cette manière d'exposer les faits reste très répandue, elle a été fortement contestée, particulièrement ces deux dernières décennies. De fait, des études montrent que le pastoralisme est un système d'utilisation des terres rationnel, requérant un socle de compétences poussées et une grande capacité d'adaptation qui convient idéalement aux variations du climat des zones arides (IIED and SOS Sahel, 2010 ; Nassef et al., 2009 ; Young et al., 2013).

Une nouvelle dynamique des troupeaux est observée, de même que de nouvelles formes traditionnelles de pastoralisme, par exemple au Nigéria. Ajala (2020) décrit une forme de pastoralisme appelée le « néopastoralisme », qui fait référence à de très larges troupeaux gardés à des fins purement économiques, souvent par des propriétaires absentéistes de troupeaux qui ne sont pas pasteurs. Ces troupeaux sont accompagnés par des éleveurs salariés équipés d'armes sophistiquées. Le Soudan du Sud est mentionné de la même manière, où des élites politiques et militaires ont acheté de grands troupeaux à l'aide de « ressources obtenues durant la guerre » (Cottyn and Meester, 2021). Ces troupeaux ne seront pas gérés de manières qui pérennisent une utilisation rationnelle des terres, et les armes sophistiquées utilisées par les éleveurs les accompagnant n'incitent pas à investir dans le maintien de bonnes relations avec les communautés d'accueil, et pourraient servir à les intimider (Ajala, 2020). En raison de cette nouvelle dynamique, il n'est pas surprenant que les pasteurs dans l'ensemble soient tenus toujours plus responsables des actions de quelques personnes.

Mauvaise gouvernance ou gouvernance exclusive

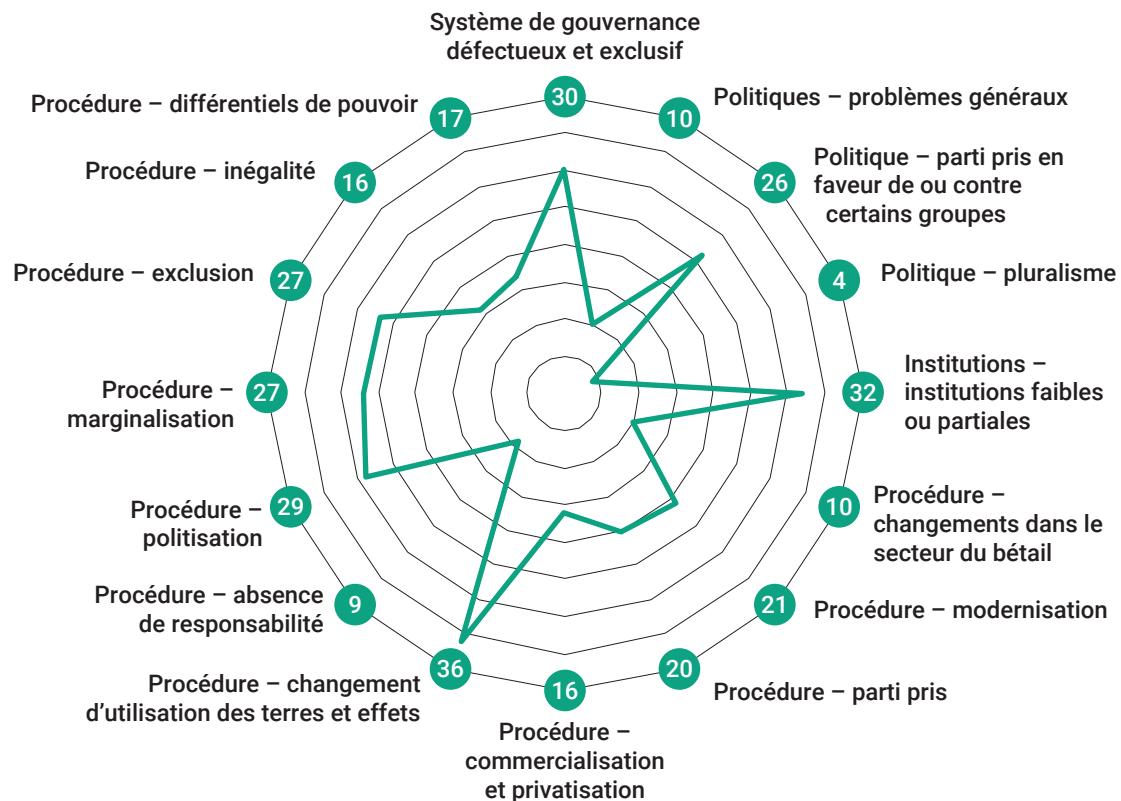
La mauvaise gouvernance ou la gouvernance exclusive est la catégorie la plus citée parmi les causes. De fait, 61 articles y font référence. Elle s'inscrit dans les catégories Politiques, institutions et procédures (conformément au rapport *Sustainable Livelihoods Framework*). C'est aux procédures que la documentation accorde la plus grande importance. Les principales procédures mentionnées, par ordre décroissant de fréquence, sont le changement d'utilisation des terres et les effets, la politisation¹⁶, la marginalisation, l'exclusion et la modernisation. Le principal problème relatif aux politiques concerne le parti pris politique. Les institutions faibles ou partiales sont mentionnées dans 32 articles (figure 13).

Les études prétendent que le changement d'utilisation des terres contribue au conflit en réduisant les parcours et en agrandissant les terres agricoles, en réduisant et en supprimant les couloirs de transhumance, ou autres allégations similaires. Certaines études explorent le changement d'utilisation des terres de manière plus approfondie que d'autres en identifiant les liens entre cette procédure et ses moteurs plus complexes, par exemple l'évolution des systèmes d'occupation des terres ainsi que les politiques locales et nationales. Toutefois, d'autres attribuent simplement le changement d'utilisation des terres à la croissance démographique et à la demande croissante de terres. Négliger de parler du changement d'utilisation des terres et des moteurs de ce phénomène masque d'importantes connexions aux procédures politiques et sociales sous-jacentes et peut mener à des interventions qui n'aborderont que les symptômes plutôt que les causes profondes.

Les procédures d'exclusion, la marginalisation et les différentiels de pouvoir font essentiellement référence au fait que l'équilibre des pouvoirs est en faveur des agriculteurs sédentaires et non des pasteurs, à quelques exceptions près. Une partie de la documentation décrit les deux groupes comme étant exclus du processus décisionnel plus centralisé quant à l'allocation des ressources. En Somalie, si toutes les procédures susmentionnées sont présentées comme étant problématiques, l'équilibre des pouvoirs est toutefois en faveur des pasteurs plus que des agriculteurs, ces derniers représentant le groupe marginalisé (Cottyn and Meester, 2021). Il est également important de noter que, dans certains cas, la partialité à l'égard de l'agriculture sédentaire n'est pas toujours représentée. Au Mali par exemple,

16 Fait référence à la manipulation des griefs locaux, ainsi qu'à l'ethnicité, à des fins politiques.

FIGURE 13. LES FACTEURS DE MAUVAISE GOUVERNANCE OU DE GOUVERNANCE EXCLUSIVE COMME CAUSES DU CONFLIT



l'équilibre des pouvoirs entre les pasteurs nomades et les agriculteurs sédentaires a changé à plusieurs reprises dans le passé (Benjaminsen and Ba, 2009). Le déséquilibre des pouvoirs entre les catégories de moyens de subsistance n'est pas statique. Il peut évoluer en fonction des époques et en réponse à des circonstances à un moment donné. Il est également important de noter que la commercialisation et la privatisation sont mentionnées dans environ 20 % des études, même si ces problèmes ont été identifiés comme des facteurs majeurs augmentant la vulnérabilité des catégories de moyens de subsistance en milieu rural (Krätli, 2021 ; Osman, 2012).

Dans tous les cas identifiés, le parti pris politique fait référence à un paysage politique favorisant l'agriculture par rapport au pastoralisme. Les institutions faibles ou partiales font référence à la faiblesse ou la corruption des institutions traditionnelles, à la dégradation des systèmes traditionnels de médiation ou de résolution des conflits, ainsi qu'à la partialité et l'inefficacité des organismes d'État et de l'application des lois, par exemple, à des institutions devenues incapables d'agir en temps de conflit pour rétablir la paix, ouvrant souvent la voie à l'intensification de la violence dans le conflit.

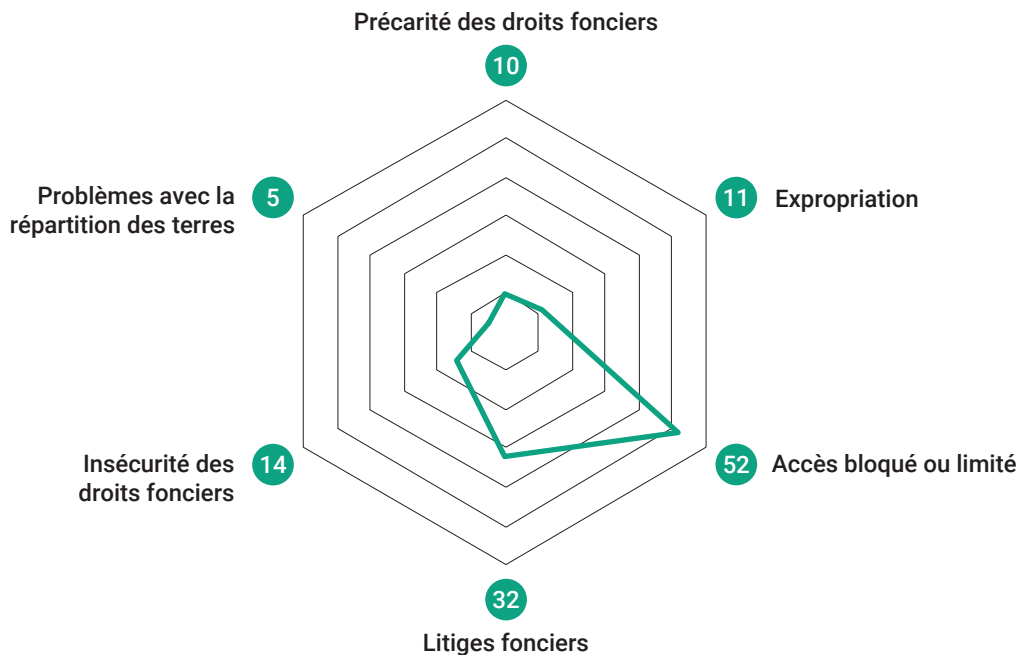
Problèmes fonciers

Si les problèmes fonciers font partie des trois principales catégories de causes du conflit (50 articles au total), l'insécurité foncière est identifiée indirectement et davantage au travers de ses répercussions, par exemple l'accès bloqué ou limité aux terres et aux ressources naturelles, et les litiges fonciers. L'identification de la précarité des droits fonciers (à savoir, la raison de l'insécurité) est mentionnée dans seulement 24 % des cas. Ceci suggère que l'analyse des conflits entre agriculteurs et éleveurs ne parvient pas à identifier les origines premières et se concentre davantage sur ce qui est visible, et ce qui peut être facilement quantifié ou expliqué. Un examen plus poussé sur la relation entre l'insécurité foncière et le conflit est recommandé.

Dans la plupart des systèmes de gouvernance coutumière, toutes les catégories de moyens de subsistance disposent d'un droit reconnu aux ressources naturelles. Il est suggéré que l'établissement d'un lien explicite entre le conflit et la précarité des droits fonciers fournirait un point d'entrée permettant de discuter de changements importants dans la dynamique des relations sociales primordiales au niveau local, qui sous-tendent la sécurité des droits aux ressources dans les systèmes fonciers communaux. La documentation évoque déjà ces points, mais l'identification et la mention explicite de la précarité des droits fonciers en tant que cause profonde du conflit pourrait offrir un point d'entrée logique supplémentaire à cette discussion.

En limitant la longue liste de documents pris en compte pour cette analyse, il est devenu évident que de nombreux travaux de recherche portant sur la suppression des terres, l'expropriation et l'accaparement des terres¹⁷ sont débattus séparément, ou indirectement, du conflit au niveau local. Simultanément, l'accaparement ou l'expropriation des terres est mentionné en tant que cause du conflit dans seulement 13 % des cas inclus sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs, suggérant des fractures supplémentaires concernant les problèmes fonciers et les conflits.

FIGURE 14. LES PROBLÈMES FONCIERS COMME CAUSES DU CONFLIT

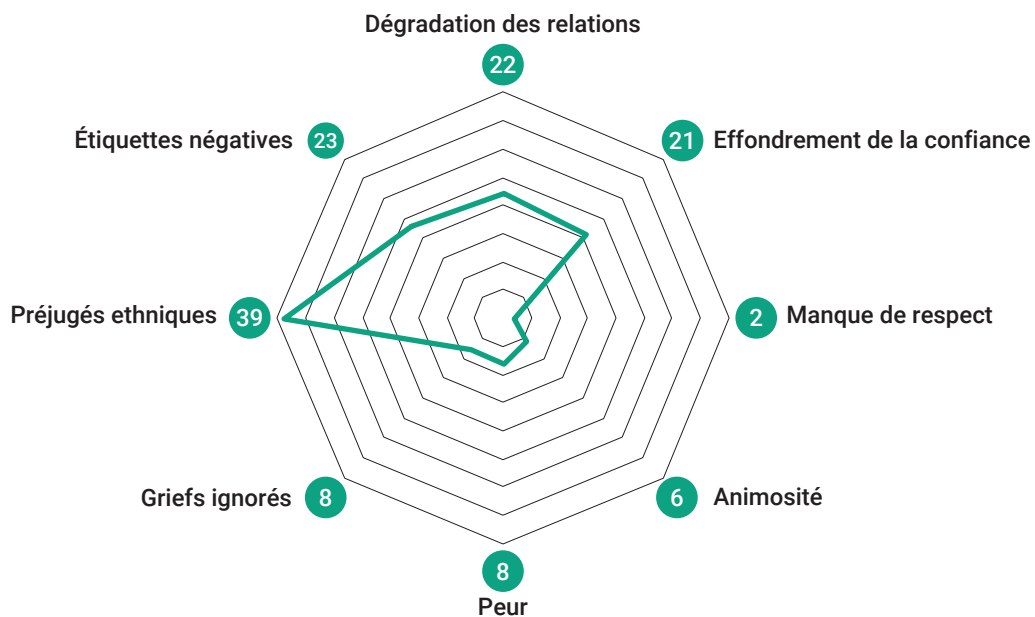


¹⁷ Fait référence à l'acquisition de terres, généralement par des investisseurs privés ou étrangers ou par des gouvernements, pour l'agriculture ou la production de biocarburant. A généralement lieu sous couvert de systèmes de gouvernance nationaux qui ignorent les arrangements communaux concernant l'occupation des terres et les droits existants des communautés à la terre (Batterbury and Ndi, 2018).

Dégradation des relations et préjugés ethniques

Une grande part de la documentation indique que la relation entre les éleveurs et les agriculteurs « se détériore », et évoque un effondrement de la confiance entre les groupes. Les préjugés ethniques trouvent un terrain propice pour s'enraciner. Ils jouent un rôle important dans le conflit (figure 15).

FIGURE 15. LES FACTEURS DE DÉGRADATION DES RELATIONS ET LES PRÉJUGÉS ETHNIQUES COMME CAUSES DU CONFLIT

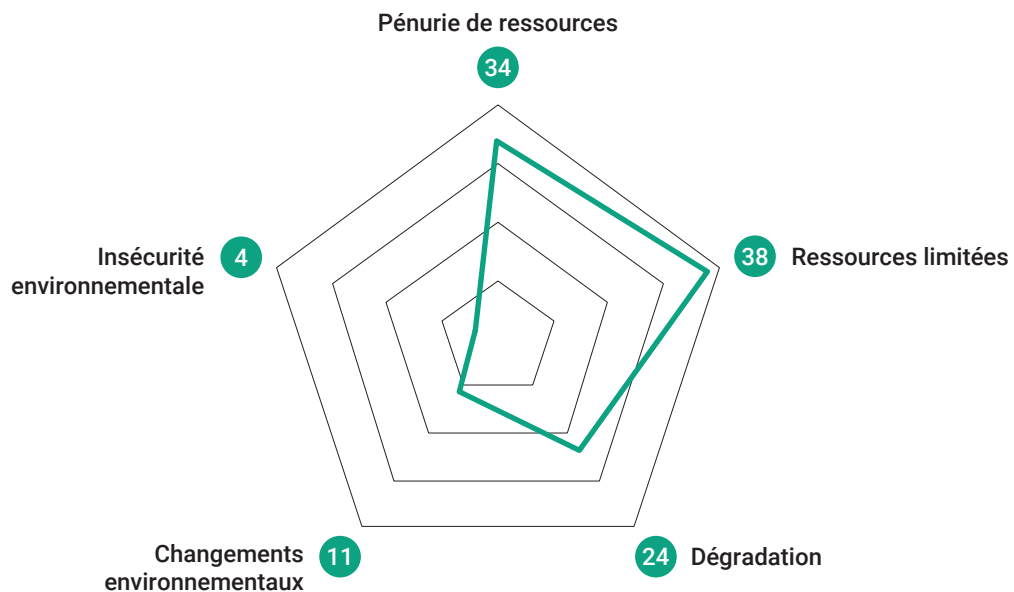


Une distinction est établie entre la dégradation des relations et les préjugés ethniques. Le premier point fait référence à un effondrement des relations existantes ou des liens entre les groupes qui étaient auparavant forts, sur la base de l'interaction sociale, de la complémentarité entre les systèmes de subsistance et de l'interdépendance économique. Il peut autrement faire référence à une absence de relations, par exemple lorsqu'un groupe est nouveau dans une région et n'a pas de liens sociaux ou rencontre des problèmes de communication, notamment car il ne parle pas la même langue, ce qui peut conduire à une escalade suivant un malentendu ou un conflit mineur. Le second, les préjugés ethniques, décrit une situation plus complexe et insidieuse.

Comme le décrit Maiangwa (2017), les préjugés ethniques concernent « les personnes qui appartiennent à un groupe et celles qui n'en font pas partie, les étrangers ou étrangères et les autochtones. En d'autres termes, ils décident qui mérite ou ne mérite pas d'avoir des droits de citoyenneté. En définitive, il s'agit d'un conflit pour décider qui est supérieur (dominant), qui est inférieur (subalterne), et qui détermine quand et comment contrôler les affaires sociopolitiques et les ressources de la région ». Ejiolor (2021) décrit ce phénomène comme émanant de la peur de « ne pas être vus » ou de « ne pas obtenir une part équitable », car la culture et la manière de faire de certains sont sous-évaluées. Souvent, ce phénomène trouve ses racines dans l'histoire et est devenu un moyen puissant de manipuler les tensions locales à des fins politiques (Bøås et al., 2020 ; Cline, 2020 ; Ugwueze et al., 2022 ; Young et al., 2009). L'attribution d'étiquettes négatives pour identifier des groupes, particulièrement les Peuls, est également un problème mis en lumière. Eke (2020) et Ejiolor (2022) indiquaient qu'en ne tenant aucun compte de la manière dont les groupes sont représentés et évoqués communément, l'insolubilité du conflit persiste inévitablement.

Pénurie de ressources

FIGURE 16. LES FACTEURS DE PÉNURIE DE RESSOURCES COMME CAUSES DU CONFLIT

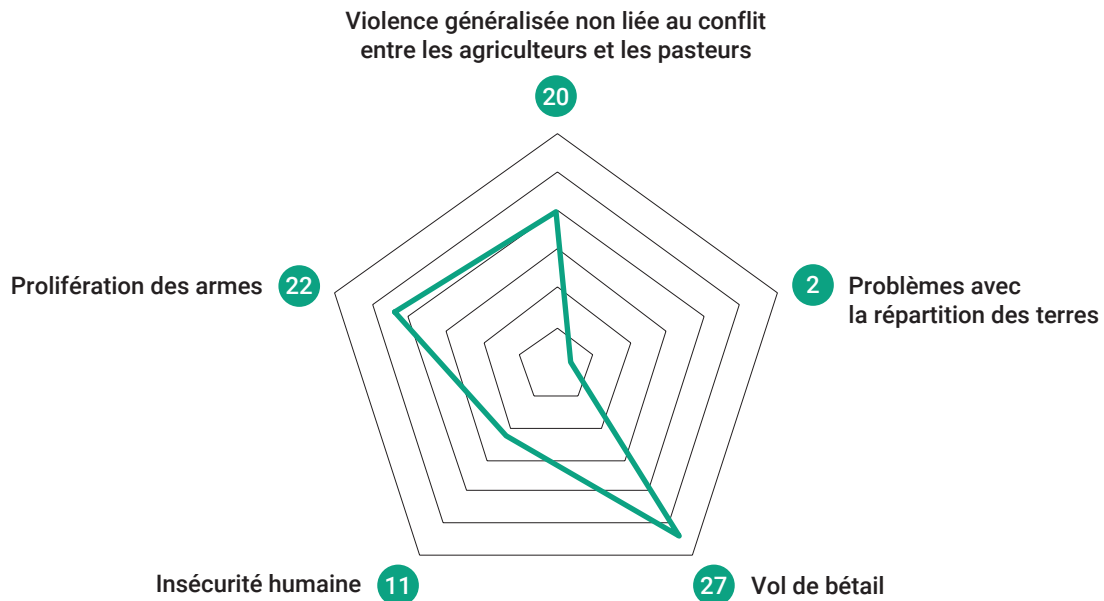


La pénurie de ressources en tant que cause du conflit domine une grande partie du débat entourant le conflit entre agriculteurs et éleveurs (figure 16) et a fait l'objet ces dernières années d'une forte critique (Bond, 2014 ; Brottem, 2016 ; Krätli and Toulmin, 2020). La principale pomme de discorde avec l'argument de la pénurie est que, si l'on reconnaît que la pénurie de terres et de ressources naturelles en tant que moteur du conflit pose problème, il est hasardeux de simplifier à outrance la pénurie et de l'attribuer au changement climatique ou à la dégradation. De fait, des facteurs structurels sous-jacents de la pénurie sont souvent liés à la gouvernance et à la politique d'exclusion.

Les résultats de cette revue de la portée montrent que la pénurie de ressources est tout de même mentionnée sans faire preuve d'esprit critique dans de nombreuses études. Toutefois, une part non négligeable d'études font part de critiques vives et irréfutables contre la simplification à outrance du sujet, et contre la dissociation du problème des procédures locales et nationales plus larges. Ceci suggère une évolution du débat sur la pénurie dans la recherche sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs.

Violence au sens large et insécurité humaine en découlant

FIGURE 17. LES FACTEURS DE VIOLENCE ET L'INSÉCURITÉ HUMAINE EN DÉCOULANT COMME CAUSES DU CONFLIT



Plus de la moitié des études évoquent la violence régionale ou nationale au sens large comme cause du conflit entre agriculteurs et éleveurs (figure 17). La violence au sens large entraîne des insurrections en Afrique de l'Ouest (par exemple, l'insurrection de Boko Haram), aux côtés du crime organisé et de la prolifération des armes¹⁸. Cette violence à grande échelle rend de vastes zones dangereuses et peu sûres, et pousse les agriculteurs et les éleveurs à aller dans des espaces plus restreints, contribuant à la « pénurie de ressources » et encourageant le conflit entre agriculteurs et éleveurs (George et al., 2021). Les groupes d'insurrection tirent profit des griefs entre agriculteurs et éleveurs à leurs propres fins (par exemple, pour recruter ou pour créer une base informelle de circonscription politique¹⁹) et polarisent encore davantage les groupes (Bøås et al., 2020). L'influence des insurrections et du crime organisé a aussi entraîné une adoption croissante des armes par les communautés rurales, par exemple pour armer les milices locales afin de protéger les communautés des raids et des attaques. Ceci peut trop facilement devenir un moyen d'intimidation des communautés rurales (Ammour, 2020 ; Cline, 2020) et a entraîné l'intensification générale du conflit entre agriculteurs et éleveurs (Cline, 2020 ; Bøås et al., 2020).

La violence au sens large, et son interaction dans les relations et le conflit entre agriculteurs et éleveurs, a entraîné la fusion des deux (bien que les distinctions dans certains lieux soient difficiles à établir en l'absence d'une analyse critique). Elle a renforcé l'incrimination des groupes de pasteurs principalement, tels que les Peuls.

18 La prolifération des armes est citée comme la cause principale du conflit dans cette analyse. Compte tenu de la fréquence des conflits régionaux plus vastes, les armes légères sont nombreuses et faciles à obtenir. Des études indépendantes ont été rédigées sur la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) en Afrique (par exemple, Sule et al., 2020 ; Wisotzki, 2022).

19 On a constaté que les groupes d'insurrection en Afrique de l'Ouest manœuvraient pour obtenir des postes en tant que nouveaux acteurs de la gouvernance, par exemple en montrant qu'ils étaient capables de gérer les griefs locaux et d'offrir une protection à différents groupes (Ammour, 2020 ; Bøås et al., 2020).

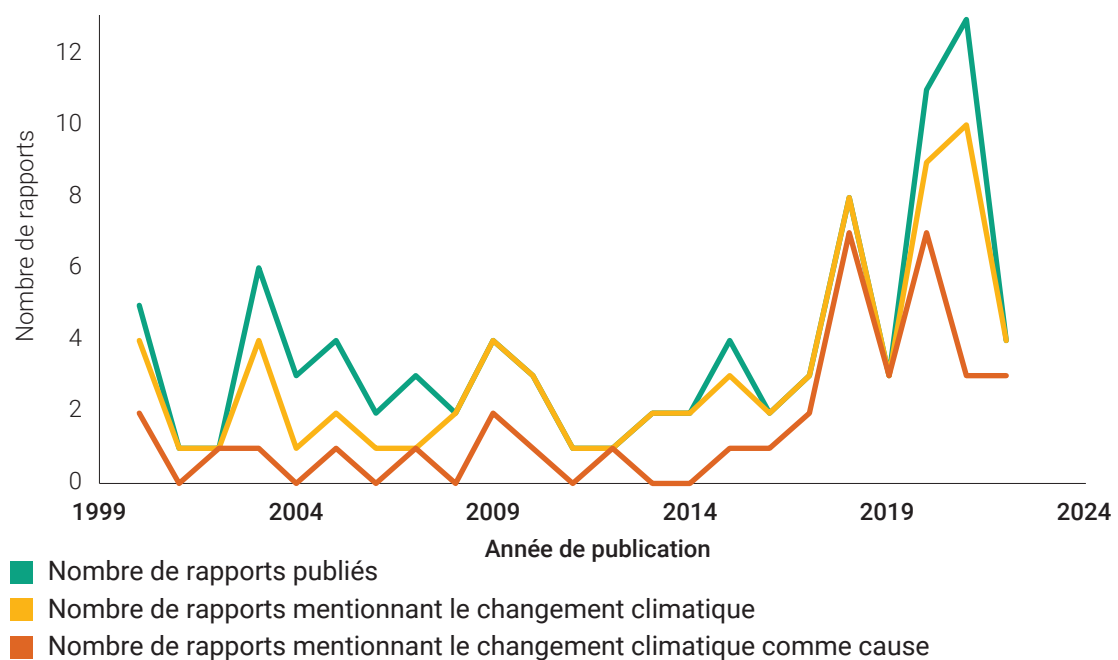
La cause la plus fréquente, particulièrement citée dans la documentation française, est le vol de bétail. Traditionnellement, le vol de bétail s'inscrit dans la culture de certaines sociétés de pasteurs depuis des siècles. Il est de plus en plus motivé par des intérêts purement économiques et souvent commerciaux qui dépassent les motivations des pasteurs. Les acteurs non traditionnels du secteur du bétail, y compris les politiciens, les groupes d'insurrection et les criminels, se servent de ce secteur lucratif pour parvenir à leurs fins politiques et économiques. C'est désormais courant. L'appropriation incontrôlée du bétail par ces groupes a transformé le vol en une pratique plus invasive et plus violente, entraînant insécurité et peur, au-delà du fait que le vol a globalement augmenté (Cline, 2020). Il convient aussi de noter que, si cette revue de la portée présente le vol de bétail comme une cause du conflit, les changements profonds dans le secteur du bétail qui sont à l'origine de vols violents et de problèmes tels que de nouveaux schémas de possession de bétail, une hausse de la valeur du bétail et une propriété absentéiste de troupeaux, suscitent bien moins d'attention dans les études de cas.

Changement climatique

Une analyse approfondie dans les études incluses montre que seulement 37 études (42 %) évoquent le changement climatique et des termes connexes en tant que cause du conflit. Ceci diffère des 70 % d'études qui mentionnent le changement climatique dans l'article de manière plus générale (figure 18).

L'une des raisons de cette divergence entre les mentions (70 %) et l'énumération en tant que cause pourrait être que, ces dernières années, un débat animé vise à déterminer si le changement climatique est une cause du conflit ou un facteur d'aggravation du conflit lorsqu'il interagit avec d'autres causes plus systémiques. Le consensus actuel semble être que le changement climatique exacerbe le conflit mais n'en est pas une cause principale, étayant donc le nombre plus élevé de mentions. Ainsi, on peut le considérer comme un facteur qui interagit avec la dynamique sociale, politique et économique. C'est cette interaction, et non le changement climatique, qui influence le conflit (Benjaminsen and Ba, 2021 ; Brottem, 2016 ; Caroli et al., 2022 ; Madu and Nwankwo, 2021 ; Pacillo et al., 2022).

FIGURE 18. NOMBRE DE RAPPORTS MENTIONNANT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Sécurité climatique

On retrouve de plus en plus le terme « sécurité climatique » dans le dialogue sur le changement climatique (PNNL, 2022 ; SIPRI, 2015 ; UNEP, 2018). Par sécurité climatique, on entend les risques de sécurité induits, directement ou indirectement, par les changements dans les modèles climatiques qui modifient considérablement la stabilité politique, la sécurité humaine ou l'infrastructure de sécurité nationale. « La crise climatique grandissante présente des facteurs de stress géopolitiques et socio-économiques tels que le déplacement de population, le terrorisme, la stagnation économique, des répercussions sur l'infrastructure et des troubles sociaux » (PNNL, 2022). Consultez, par exemple, <https://climateandsecurity.org> et la nouvelle initiative de recherche du CGIAR sur la sécurité climatique.

Malgré l'attention internationale que ce thème suscite, le syntagme anglais *climate security* [sécurité climatique] n'est mentionné que dans deux des études en langue anglaise, et dans aucune en tant que cause. L'une des études évoque ce thème et réfute le discours relatif à la sécurité climatique. Une seconde étude prétend que la sécurité climatique n'est pas une cause indépendante mais qu'elle exacerbe les conditions politiques, sociales et autres préexistantes. Le syntagme français « sécurité climatique » n'est pas mentionné dans les articles examinés. Toutefois, certains documents en langue française font référence à la « sécurité environnementale » (Assi et al., 2022 ; CSAO, 2010 ; Krätli and Toulmin, 2020 ; Rangé et al., 2020).



© Fiona Flintan/ILRI

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Ces deux dernières décennies, l'attention accordée au conflit entre agriculteurs et éleveurs a nettement augmenté. Toutefois, cette analyse n'a identifié que quelques études de cas primaires. Si notre analyse ne s'est appuyée que sur quelques bases de données pour accéder à des articles de périodiques, elle laisse toutefois entrevoir un fossé important dans la recherche.

La majorité des études de cas indiquent une escalade du conflit (ou de la violence du conflit) entre agriculteurs et éleveurs. Toutefois, la plupart des études indiquent qu'il s'agit d'une affirmation d'ordre général, et peu la présentent comme un résultat de recherche. Cette observation vient étayer l'hésitation d'un grand nombre de chercheurs et chercheuses à accepter au pied de la lettre la litanie de l'escalade du conflit entre agriculteurs et éleveurs, et appelle à une analyse critique et une recherche primaire plus poussées.

Dans toutes les études de cas, les terres et les ressources naturelles sont évoquées comme étant des problèmes au cœur du conflit entre agriculteurs et éleveurs, ce qui fait écho à la documentation disponible dans le domaine public. La documentation analysée identifiait les éléments suivants comme causes du conflit : (1) mauvaise gestion des ressources pastorales ; (2) mauvaise gouvernance ou gouvernance exclusive ; (3) dégradation des relations et préjugés ethniques ; (4) violence et insécurité humaine ; et (5) pénurie de ressources. Ceci vient corroborer les résultats d'autres analyses récentes mais moins systématiques. Il semblerait également que les études attribuent davantage les causes du conflit à la gouvernance, à la politique et aux relations qu'aux aspects techniques de la pénurie de ressources ou du changement climatique (Brottem and McDonnell, 2020 ; Krätli and Toulmin, 2020 ; Ntumva, 2022 ; Seter et al., 2018). Le grand nombre d'articles citant la mauvaise gestion des ressources pastorales en tant que cause du conflit (63 au total) suggère une lecture simpliste d'une situation qui trouve des racines ancrées plus profondément ailleurs.

Si la précarité des droits fonciers apparaît comme une cause de conflit entre agriculteurs et éleveurs, elle a tendance à être abordée indirectement et davantage au travers de ses répercussions (par exemple, l'accès bloqué ou limité aux terres et aux ressources naturelles, les litiges fonciers et le changement d'utilisation des terres). L'identification même de la précarité des droits fonciers, à savoir la raison pour laquelle elle se produit, est rare (mentionnée dans seulement 10 des cas inclus). Ceci suggère que l'analyse des conflits entre agriculteurs et éleveurs ne parvient pas à identifier les origines premières et se concentre davantage sur ce qui est visible, et ce qui peut être facilement quantifié ou expliqué. Un examen plus poussé sur la relation entre l'insécurité foncière et le conflit est recommandé.

Sur la base des études de cas incluses, il semblerait que la conversation sur la pénurie de ressources, le changement climatique et la mauvaise gestion des ressources pastorales évolue. On observe une critique plus marquée de l'acceptation d'interprétations simplistes de la pénurie de ressources comme cause du conflit, une attention moindre accordée au changement climatique en tant que cause indépendante (tout en reconnaissant son rôle dans l'exacerbation du conflit) et des points de vue plus critiques à l'égard de la mauvaise gestion des ressources pastorales.

Il y a 20 ans, on reconnaissait que les femmes sont une tranche de population souvent absente du débat sur le conflit entre agriculteurs et éleveurs. Il semblerait que le problème persiste de nos jours (les femmes ne sont mentionnées que dans 28 % des études incluses). Les femmes sont souvent décrites comme des victimes et, plus rarement, comme des collaboratrices au conflit ou à la paix. Certaines études consacrées à ce sujet existent, mais le rôle des femmes dans le conflit reste encore peu étudié et insuffisamment signalé. Cela constitue un obstacle à la réalisation de recherches additionnelles (voir, par exemple, Adelehin et al., 2018 ; CDD, 2018 ; Hamilton and Dama, 2003 ; Odary et al., 2020).

Les jeunes sont aussi sous-représentés dans la documentation (ils ne figurent que dans 43 % dans études de cas incluses) et sont généralement considérés comme des instigateurs du conflit. Le lien entre les jeunes et le conflit mérite une plus grande attention dans la recherche compte tenu de la proportion élevée de jeunes sur le continent, de la proportion élevée de jeunes qui ont été élevés dans des environnements de conflits, et également en raison de l'attention accordée à la militarisation de la jeunesse dans la documentation. Les jeunes de sexe féminin ne sont pas du tout mentionnées. La documentation suggère également que le fossé entre les jeunes et les chefs traditionnels se creuse toujours plus (Young et al., 2009). Il est urgent de mener des recherches plus approfondies sur les jeunes (en incluant les femmes) dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs, leur rôle et les répercussions sur ces derniers.

RÉFÉRENCES

- Adelehin, B., Achakpa, P., Suleman, J., Donli, P. and Osakwe B. (2018) 'The impact of farmer herder conflict on women: in Adamawa, Gombe and Plateau States of Nigeria'. Washington, DC: Search for Common Ground
- Ajala, O. (2020) 'New drivers of conflict in Nigeria: an analysis of the clashes between farmers and pastoralists' *Third World Quarterly* 41(12): 1–19 (<https://doi.org/10.1080/01436597.2020.1811662>)
- Akinwotu, E. (2021) 'Trail's end: the days of roaming free are numbered for Nigeria's herders'. *The Guardian*, 27 October (www.theguardian.com/global-development/2021/oct/27/days-of-roaming-free-are-over-for-nigeria-herders)
- Ammour, L. (2020) 'How violent extremist groups exploit intercommunal conflicts in the Sahel'. Washington, DC: Africa Center for Strategic Studies
- Aromataris E. and Riitano, D. (2014) 'Constructing a search strategy and searching for evidence: a guide to the literature search for a systematic review' *AJN* (May 2014) 114(5)
- Assi, T.M., Tra Djessou, F.M.H. and Koné, K.D. (2022) 'Relation entre agriculteurs et éleveurs en contexte de changement climatique: cas de la région de Boundiali au nord de la Côte d'Ivoire' *16èmes Journées de Recherches en Sciences Sociales*, Clermont-Ferrand, 15 et 16 décembre, 18pp
- AU – African Union (2018) 'Conflicts between pastoralists and farmers on the continent take more lives than terrorism', 18 September (<https://au.int/en/pressreleases/20180918/conflicts-between-pastoralists-and-farmers-continent-take-more-lives>)
- Batterbury S.P.J. and Ndi, F. (2018) 'Land grabbing in Africa' in J.A. Binns, K. Lynch and E. Nel (eds) *The Routledge handbook of African development*, 573–582. London: Routledge
- Benjaminsen, T.A. and Ba, B. (2009) 'Farmer–herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: a case study from the inland Niger delta of Mali' *Geographical Journal* 175: 71–81
- Benjaminsen, T.A. and Ba, B. (2021) 'Fulani-Dogon killings in Mali: farmer–herder conflicts as insurgency and counterinsurgency' *African Security* 14(1): 4–26
- Bøås, M., Cissé, A.W. and Mahamane, L. (2020) 'Explaining violence in Tillabéri: insurgent appropriation of local grievances?' *The International Spectator* 55(4): 118–132 (DOI: 10.1080/03932729.2020.1833567)
- Boateng, J.A. (2022) 'Ejura Traditional Council declares war on Fulani herdsman'. *Modern Ghana*, 17 February (www.modernghana.com/news/1139726/ejura-traditional-council-declares-war-on-fulani.html)
- Bond, J. (2014) 'A holistic approach to natural resource conflict: the case of Laikipia County, Kenya' *Journal of Rural Studies* 34: 117–127 (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0743016714000217)
- Brottem, L.V. (2016) 'Environmental change and farmer–herder conflict in agro-pastoral West Africa' *Human Ecology* 44(5): 547–563
- Brottem, L. and McDonnell, A. (2020) 'Pastoralism and conflict in the Sudano-Sahel: a review of the literature'. Washington, DC: Search for Common Ground (https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/08/Pastoralism_and_Conflict_in_the_Sudano-Sahel_Jul_2020.pdf)
- Caroli, G., Tavenner, K., Huyer, S., et al. (2022) 'The gender–climate–security nexus: conceptual framework, CGIAR portfolio review, and recommendations towards an agenda for One CGIAR'. Position Paper 2022/1. CGIAR FOCUS Climate Security. Beirut: CGIAR
- CDD – Centre for Democracy and Development (2018) 'Farmer–herder conflict in northern Nigeria: trends, dynamics and gender perspectives'. Abuja: CDD
- Chime, V. (2021) 'From Nigeria's farmer–herder clashes to the Sahel crisis – is climate change worsening conflicts in Africa?', *The Cable*, 19 April (www.thecable.ng/from-nigerias-farmer-herder-clashes-to-the-sahel-crisis-is-climate-change-worsening-conflicts-in-africa)
- Cline, L.E. (2020) 'War on the hoof: regional security in Africa and livestock conflicts' *Small Wars & Insurgencies* 31(1): 87–105 (DOI: 10.1080/09592318.2020.1672965)
- Cottyn, I. and Meester, J. (2021) "Of cattle and conflict" – rethinking responses to pastoralism-related conflicts'. CRU Policy Brief. The Hague, Netherlands: Clingendael (www.clingendael.org/sites/default/files/2021-08/Policy_brief_Rethinking_responses_pastoralism_related_conflicts_August_2021.pdf)
- CRD – Center for Reviews and Dissemination (2019) 'Systematic reviews. CRD's guidance for taking reviews in health care'. York: University of York, UK.
- CSAO – Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2010) 'Incidences sécuritaires du changement climatique au Sahel. Cas no. 2 : Conflits agropasteurs dans le sud ouest du Burkina Faso (Province de la Comoé)'. Paris: CSAO
- CSAO/OCDE-AFD (2013) 'Élevage pastoral : Une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahéliens'. Colloque élevage pastoral, N'Djamena (Tchad), 27-29 mai. N'Djamena : CSAO/OCDE-AFD
- DFID – Department for International Development (2000) Sustainable livelihoods guidance sheets. London: DFID (www.livelihoodscentre.org/-/sustainable-livelihoods-guidance-sheets)

- Ejiofor, P.F. (2021) 'The fear of ethnic domination: explaining the persistence of natural resource conflicts in Nigeria' *Ethnopolitics* (DOI: 10.1080/17449057.2021.2006521)
- Ejiofor, P.F. (2022) "Fulanis are foreign terrorists": the social construction of a suspect community in the Sahel' *Critical Studies on Terrorism* 15(2): 333–355 (DOI 10.1080/17539153.2021.2015841)
- Eke, S. (2020) "Nomad savage" and herder–farmer conflicts in Nigeria: the (un)making of an ancient myth' *Third World Quarterly* 41(5): 745–763 (DOI: 10.1080/01436597.2019.1702459)
- Flintan, F., Robinson, L. and Bello, M.A. (2021) *A review of tenure and governance in the pastoral lands of East and West Africa*. Supporting Pastoralism and Agriculture in Recurrent and Protracted Crises (SPARC). London: ODI
- George, J., Adelaja, A., Awokuse, T. and Vaughan, O. (2021) 'Terrorist attacks, land resource competition and violent farmer–herder conflicts' *Land Use Policy* 102 (105241)
- Hagberg, S. (2001) 'À l'ombre du conflit violent. Règlement et gestion des conflits entre agriculteurs karaboro et agro-pasteurs peuls au Burkina Faso' *Cahiers d'études africaines* 161(XLI-1): 45–72
- Hamilton, L. and Dama, A. (2003) 'Gender and natural resource conflict management in Niore du Sahel, Mali'. Issue Paper 116. London: International Institute for Environment and Development (IIED)
- Higgins, J.P.T., Thomas, J., Chandler, J., Cumpston, M., Li, T., Page, M.J. and Welch, V. (eds) (2022) *Cochrane handbook for systematic reviews of interventions* version 6.3 (updated February 2022). Chichester: John Wiley & Sons
- Hussein, K., Sumberg, J. and Seddon, D. (1999) 'Increasing violent conflict between herders and farmers in Africa: claims and evidence'. London: ODI
- IEP – Institute for Economics and Peace (2015) *Global Terrorism Index, 2015: measuring and understanding the impact of terrorism*. Sydney: IEP
- IIED – International Institute for Environment and Development – and SOS Sahel (2010) *Modern and mobile: the future of livestock production in Africa's drylands*. London: IIED
- de Jode, H. and Flintan, F. (2020) 'How to prevent land use conflicts in pastoral areas'. Rome: International Fund for Agricultural Development (IFAD) and CGIAR
- Johnsen, K.I., Niamir-Fuller, M., Bensada, A. and Waters-Bayer, A. (2019) 'A case of benign neglect: knowledge gaps about sustainability in pastoralism and rangelands'. Nairobi: United Nations Environment Programme and GRID-Arendal
- de Jong, L., De Bruin, S., Knoop, J. and van Vliet, J. (2021) 'Understanding land-use change conflict: a systematic review of case studies' *Journal of Land Use Science* 16(3): 223–239 (DOI: 10.1080/1747423X.2021.1933226)
- Komi, A.K. (2018) 'Des conflits violents entre des agriculteurs et des éleveurs africains : de l'(in)hospitalité de et pour ce(ux) qui dérange(nt)' *Revue de l'Institut de Sociologie* 88 : 77–98
- Krätli, S. (2021) 'Role of local governance and community-based institutions for the peaceful co-management of natural resources. Reflections from Central Darfur and North Darfur'. Boston, MA: Feinstein International Center Brief
- Krätli, S. and Toulmin, C. (2020) 'Farmer–herder conflict in sub-Saharan Africa?'. London: International Institute for Environment and Development (IIED)
- Madu, I. and Nwankwo, C.F. (2021) 'Spatial pattern of climate change and farmer–herder conflict vulnerabilities in Nigeria' *GeoJournal* 86(6): 2691–2707
- Maiangwa, B. (2017) "Conflicting Indigeneity" and farmer–herder conflicts in postcolonial Africa' *Peace Review* 29(3): 282–288 (DOI: 10.1080 /10402659.2017.1344527)
- Mehta, L., Huff, A. and Allouche, J. (2019) 'The new politics and geographies of scarcity' *Geoforum* 101: 222–230
- Mitchell, C.R. (1981) *The structure of international conflict*. London: Macmillan
- Nassef, M., Anderson, S. and Hesse, C. (2009) 'Pastoralism and climate change: enabling adaptive capacity'. London: International Institute for Environment and Development (IIED)
- Ntumva, M.E. (2022) 'Land conflict dynamics in Africa: a critical review on farmer–pastoralist conflict perspectives' *International Journal of Peace and Development Studies* 13(1): 17–28
- Odary, K.V., Komba, E. and Nyamato, W. (2020) 'Reviewing the role of women pastoralist in conflicts in the Horn of Africa' *African Journal on Land Policy and Geospatial Sciences* 3(4)
- Olufemi, A. (2021) 'Horrors on the plateau: inside Nigeria's farmer–herder conflict'. *Al Jazeera*, 28 November (www.aljazeera.com/features/2021/11/28/horrors-on-the-plateau-inside-nigerias-farmer-herder-conflict)
- Osman, A. (2012) 'Agricultural change, land and violence: an examination of the region of Darfur, Sudan' (PhD thesis, Tufts University)
- Pacillo, G., Loboguerrero, A.M., Gilmore, E., Läderach, P. and Gupta, T.D. (2022) 'Climate may not directly drive conflict but it's critical for building peace'. *The Conversation*, 21 April 2022 (<https://theconversation.com/climate-may-not-directly-drive-conflict-but-its-critical-for-building-peace-180887#:~:text=The%20links%20between%20climate%2C%20conflict%20and%20fragility&text=It%20could%20be%20harder%20to%20empowerment%20can%20contribute%20to%20peace>)
- Page, M.J., McKenzie, J.E., Bossuyt, P.M., et al. (2021) 'The PRISMA 2020 statement: an updated guideline for reporting systematic reviews' *BMJ* 372(71)

- Peters, M., Godfrey, C., Khalil, H., McInerney, P., Parker, D. and Soares, C. (2015) 'Guidance for conducting systematic scoping reviews' *International Journal of Evidence-Based Healthcare* 13(3)
- PNNL – Pacific Northwest National Laboratory (2022) 'Climate security'. Washington, DC: PNNL (www.pnnl.gov/climate-security)
- Rangé, C., Magnani, S.D. and Ancey, V. (2020) '« Pastoralisme » et « Insécurité » en Afrique de l'Ouest: Du narratif réifiant à la dépossession politique' *Revue internationale des études du développement* 3(243): 115–150
- Scoones, I., Smalley, R., Hall, R. and Tsikata D. (2019) 'Narratives of scarcity: framing the global land rush' *Geoforum* 101: 231–241
- Seter, H., Theisen, O.M. and Schilling, J. (2018) 'All about water and land? Resource-related conflicts in East and West Africa revisited' *GeoJournal* 83: 169–187
- SIPRI – Stockholm International Peace Institute (2015) 'Climate and security'. Stockholm: SIPRI (www.sipri.org/research/peace-and-development/climate-change-and-risk/climate-change-and-security)
- Sougnabe, P., and Reounodji, F. (2021) Mécanismes de Prévention et de Gestion des Conflits dans les Zones d'Intervention du Projet ACCEPT. Paris : IRAM/Plateforme pastorale Tchad/ Projet ACCEPT
- Stahlschmidt, S. and Stephen, D. (2020) 'Comparison of Web of Science, Scopus and Dimensions databases'. KB Forschungspoolprojekt. Hannover: German Centre for Higher Education Research and Science Studies (DZHW)
- Sule, B., Mikail, I.K. and Yahaya, M.A. (2020) An overview of the genesis, sources, manifestations and impact of small arms and light weapons (SALW) in northern Nigeria' *Journal of International Studies* 16: 195–218
- Suliman, H.M. (2015) 'Grabbing of communal rangelands in Sudan: the case of large-scale mechanized rain-fed agriculture' *Land Use Policy* 47: 439–447
- The Sun* (2022) 'Agony of survivors of farmers-herders' crisis in North Central', 17 May, *The Sun* (www.sunnewsonline.com/agony-of-survivors-of-farmers-herders-crisis-in-north-central/)
- Tarif, K. (2022) 'Climate change and violent conflict in West Africa: assessing the evidence'. SIPRI Insights on Peace and Security. Stockholm: Stockholm International Peace Research Institute
- Ugwueze, M., Omenma, J. and Okwueze, F. (2022) 'Land related conflicts and the nature of government responses in Africa: the case of farmer–herder crises in Nigeria' *Society* 59(3): 240–253
- UN – United Nations (2019) 'Deadlier conflicts, climate change threaten cross-border herding in West Africa, delegates tell Economic and Social Council, Peacebuilding Commission'. Meetings Coverage and Press Releases, 3 December, covering the Economic and Social Council Peacebuilding Commission, Joint Meeting (www.un.org/press/en/2019/ecosoc7015.doc.htm)
- UN (2020) 'Preventing, mitigating and resolving transhumance-related conflicts in UN peacekeeping settings. A survey of practice'. New York: UN
- UNEP – United Nations Environment Programme (2012) *Toolkit and guidance for preventing and managing land and natural resources conflict*. Nairobi: UNEP (<https://reliefweb.int/report/world/toolkit-and-guidance-preventing-and-managing-land-and-natural-resources-conflict>)
- UNEP (2018) 'Climate security mechanism'. Nairobi: UNEP (www.unep.org/explore-topics/disasters-conflicts/what-we-do/disaster-risk-reduction/climate-security-mechanism)
- UNOWAS – United Nations Office for West Africa and the Sahel (2018) 'Pastoralism and security in West Africa and the Sahel: towards peaceful coexistence'. Dakar, Senegal: UNOWAS
- Wiederkehr, C., Ide, T., Seppelt, R. and Hermans, K. (2022) 'It's all about politics: migration and resource conflicts in the global south' *World Development* 157(2022): 105938
- Wisotzki, S. (2022) 'Efforts to curb the proliferation of small arms and light weapons: from persistent crisis to norm failure?' *Studies in Peace and Conflict* 10:247-271 (<https://link.springer.com/article/10.1007/s42597-022-00073-9>)
- Young, H., Osman, A.M., Abusin, A.M., Asher, M. and Egemi, O. (2009) 'Livelihoods, power and choice: the vulnerability of the Northern Rizaygat, Darfur, Sudan'. Boston, MA: Feinstein International Center, Tufts University
- Young, H., Suliman, H., Behnke, R., et al. (2013) 'Pastoralism in practice: monitoring livestock mobility in contemporary Sudan'. Medford, MA: Feinstein International Center, Tufts University (<https://fic.tufts.edu/publication-item/pastoralism-in-practice/>)

ANNEXE I : ÉTUDES INCLUSES DANS LA REVUE

- Adelehin, B., Achakpa, P., Suleman, J., Donli, P. and Osakwe B. (2018) 'The impact of farmer herder conflict on women: in Adamawa, Gombe and Plateau States of Nigeria'. Washington, DC: Search for Common Ground
- AFL – Acting for Life (2018) 'Les dangers d'une ethnicisation des conflits agriculture-élevage.' Le Bourget Cedex : AFL. (<https://acting-for-life.org/app/uploads/NT-Ethnies-conflits-AFL.pdf>)
- Ahmed, A. and Kuusaana, E.D. (2021) 'Cattle ranching and farmer-herder conflicts in sub-Saharan Africa: exploring the conditions for successes and failures in Northern Ghana' *African Security* 14(2): 132–155
- Ajala, O. (2020) 'New drivers of conflict in Nigeria: an analysis of the clashes between farmers and pastoralists' *Third World Quarterly* 41(12): 1–19 (<https://doi.org/10.1080/01436597.2020.1811662>)
- Ammour, L. (2020) 'How violent extremist groups exploit intercommunal conflicts in the Sahel'. Washington, DC: Africa Center for Strategic Studies
- Apeh, A.A., Opata, C.C., Amaechi, C.M. and Njoku, O.N. (2021) 'Cattle rights versus human rights: herdsman-farmer clashes in Nigeria' *Rural History* 32(2): 197–216
- Arditi, C. (2003) 'Les violences ordinaires ont une histoire: le cas du Tchad' *Politique africaine* 3: 51–67
- Arditi, C. (2005) 'Les «enfants bouviers» du sud du Tchad, nouveaux esclaves ou apprentis éleveurs?' *Cahiers d'études africaines* 45(179–80): 713–729
- Arowosegbe, J.O. (2020) 'Territoriality and violent conflicts in Tivland' *International Journal on Minority and Group Rights* 28(3): 436–465
- Assi, T.M., Tra Djessou, F.M.H. and Koné, K.D. (2022) 'Relation entre agriculteurs et éleveurs en contexte de changement climatique: cas de la région de Boundiali au nord de la Côte d'Ivoire' *16èmes Journées de Recherches en Sciences Sociales*, Clermont-Ferrand, 15 et 16 décembre, 18pp
- Awazi, N.P. and Avana-Tientcheu, M.L. (2020) 'Agroforestry as a sustainable means to farmer-grazier conflict mitigation in Cameroon' *Agroforestry Systems*, 94(6): 2147–2165
- Ayandele, O. (2021) 'Confronting Nigeria's Kaduna Crisis'. Washington, DC: Africa Center for Strategic Studies
- Bamba, L., Konan Kouakou, I. and Traore, N.D.M. (2022) 'Conflits agropastoraux en Côte d'Ivoire (cas de Bouna)' *Revue Internationale des Sciences de Gestion* 5(2): 875–901
- Banzhaf, M., Drabo, B. and Grell, H. (2000) 'Du conflit au consensus: les pasteurs et agro-pasteurs de Kishi Beiga (Burkina Faso) optent pour la cogestion de leurs ressources naturelles'. Washington DC: Securing the Commons 3 / Russell Press: Groupe de recherche d'action sur le foncier (GRAF)
- Banzhaf, M., Drabo, B. and Grell, H. (2000) 'From conflict to consensus: towards joint management of natural resources by pastoralists and agro-pastoralists in the zone of Kishi Beiga, Burkina Faso' *Securing the Commons* 3. London: International Institute for Environment and Development (IIED)
- Bastien, A., Baillat, A., Gemenne, F. and Schneider, E. (2018) *Observatoire géopolitique des enjeux des changements climatiques en termes de sécurité et de défense. Rapport d'étude n°6, Prospective Sahel*. Observatoire Défense et Climat, Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie, Ministère des Armées, (<https://defenseclimat.fr/en/prospective-sahel-2/>)
- Beeler, S. (2006) 'Conflicts between farmers and herders in north-western Mali'. London: IIED (www.iied.org)
- Benjaminsen, T.A. and Ba, B. (2009) 'Farmer-herder conflicts, pastoral marginalisation and corruption: a case study from the inland Niger delta of Mali' *Geographical Journal* 175: 71–81
- Benjaminsen, T.A. and Ba, B. (2021) 'Fulani-Dogon killings in Mali: farmer-herder conflicts as insurgency and counterinsurgency' *African Security* 14(1): 4–26
- Benjaminsen, T.A., Maganga, F.P. and Abdallah, J.M. (2009) 'The Kilosa killings: political ecology of a farmer-herder conflict in Tanzania' *Development and Change* 40(3): 423–445
- Bergius, M., T. Benjaminsen, F. Maganga and H. Buhaug (2020). Green economy, degradation narratives, and land-use conflicts in Tanzania. *World Development*. Vol. 129. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X19304991>
- Betabelet, J.R., Ababa, A.M. and Tidjani, I. (2015) 'Élevage bovin et conflits en Centrafrique' *Les Cahiers d'Outre-Mer* 272: 463–608
- Bond, J. (2014) 'A holistic approach to natural resource conflict: the case of Laikipia County, Kenya' *Journal of Rural Studies* 34: 117–127 (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0743016714000217)
- Bonnet, B. (2013) 'Vulnérabilité pastorale et politiques publiques de sécurisation de la mobilité pastorale au Sahel' *Mondes en développement* 4(164): 71–91
- Bontoulougou, J., Oule, J.M., Pellissier, J.P. and Tallet, B. (2000) 'La participation des acteurs, un exercice difficile – Leçons de l'expérience d'un plan de lutte contre la trypanosomose animale africaine dans la vallée du Mouhoun (Burkina Faso)' *Natures Sciences Sociétés* 8(1) : 33–43

- Brockhaus, M., Pickardt, T. and Rischkowsky, B. (2003) 'Mediation in a changing landscape: success and failure in managing conflicts over natural resources in Southwest Burkina Faso' *Drylands Programme* 125. London: IIED
- Bronkhorst, S. (2012) 'Rareté de ressources et conflit entre pasteurs et agriculteurs au Sud-Kordofan, Soudan. Les obstacles à la promotion du pastoralisme comme forme d'adaptation au changement climatique' *Cultures & Conflits* (88): 111–132
- Brossier, M., Jourde, C.M. and Cissé, G. 'Relations de pouvoir locales, logiques de violence et participation politique en milieu peul (Région de Mopti)'. Montréal: Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal
- Brottem, L.V. (2016) 'Environmental change and farmer–herder conflict in agro-pastoral West Africa' *Human Ecology* 44(5): 547–563
- Brottem, L. (2021) 'La complexité croissante des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest et central'. Bulletin de la Sécurité Africaine 39. Washington, DC: Centre d'études stratégiques de l'Afrique
- Brottem, L. (2021) 'The growing complexity of farmer–herder conflict in West and Central Africa' *Africa Security Brief* 39. Washington, DC: Africa Center for Strategic Studies
- Brown, O. (2019) 'Dossier sur les risques entraînés par le climat et la fragilité: Afrique du Nord & Sahel'. Berlin: Adelphi research gGmbH
- Campbell, D.J., Gichohi, H., Mwangi, A. and Chege, L. (2000) 'Land use conflict in Kajiado District, Kenya' *Land Use Policy* 17(4): 337–348 (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0264837700000387)
- CESA/ACSS – Centre d'études stratégiques de l'Afrique (2019) 'Réduire la violence entre agriculteurs et éleveurs au Mali'. Washington, DC: CESA
- Cottyn, I. and Meester, J. (2021) "'Of cattle and conflict" – rethinking responses to pastoralism-related conflicts'. CRU Policy Brief. The Hague, Netherlands: Clingendael (www.clingendael.org/sites/default/files/2021-08/Policy_brief_Rethinking_responses_pastoralism_related_conflicts_August_2021.pdf)
- CSAO – Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2010) 'Incidences sécuritaires du changement climatique au Sahel. Cas no. 2 : Conflits agropasteurs dans le sud ouest du Burkina Faso (Province de la Comoé)'. Paris: CSAO
- CSAO/OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques (2008) 'Élevage au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Promouvoir et accompagner la transformation du pastoralisme transhumant dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest'. Ouagadougou: Inter-Réseaux Développement Rural
- CSAO/OCDE/CEDEAO – Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (2008) 'Élevage et marché régional au Sahel et en Afrique de l'Ouest : Potentialités et défis'. Paris: CEDEAO – CSAO/OCDE en partenariat avec l'UEMOA, le CILSS et le ROPPA
- CSAO/OCDE-AFD – Agence Française de Développement (2013) 'Élevage pastoral : Une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahéliens'. Colloque élevage pastoral, N'Djamena (Tchad), 27-29 mai. N'Djamena: CSAO/OCDE-AFD
- Diarra Boi, A. (2019) 'Mitigating farmer–herder violence in Mali'. Washington, DC: Africa Center For Strategic Studies (<https://africacenter.org/spotlight/mitigating-farmer-herder-violence-in-mali/>)
- Dimelu, M.U., Salifu, E.D. and Igbokwe, E.M. (2016) 'Resource use conflict in agrarian communities, management and challenges: a case of farmer–herdsmen conflict in Kogi State, Nigeria' *Journal of Rural Studies*, 46: 147–154 (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0743016716300973)
- Diogo, R.V.C., Dossa, L.H., Vanvanhossou, S.F.U., et al. (2021) 'Farmers' and herders' perceptions on rangeland management in two agroecological zones of Benin' *Land*, 10(4): 1–17
- Djenontin, A.J.P., Houinato, M., Toutain, B. and Sinsin, B. (2009) 'Pratiques et stratégies des éleveurs face à la réduction de l'offre fourragère au Nord-Est du Bénin' *Science et changements planétaires/Sécheresse* 20(4): 346–353
- Djohy, G.L., Sounon Bouko, B., Dossou, P.J. and Yabl, J.A. (2021) 'Relations entre éleveurs et agriculteurs dans un contexte de changements climatiques dans le bassin de l'Ouémé Supérieur au Bénin : Entre coopération et conflit' *Agronomie Africaine* 33(2): 161–176
- Dongmo, A.L., Havard, M., Mbiandoun, M. and Njoya, A. (2007) 'Responsabilités sociétale et étatique dans la gestion des terroirs et des relations agriculture–élevage au Nord-Cameroun : vers un cadre de concertation'. Revue scientifique 2007 de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement « La recherche agricole dans le processus d'intégration régionale d'Afrique Centrale » Palais des Congrès, 2 au 4 juillet, Yaoundé, Cameroun
- Dugué, P., Fahiraman Rodrigue, K. and Gnagandjomon, K. (2003) 'Gestion des ressources naturelles et évolution des systèmes de production agricoles des savanes de Côte d'Ivoire: conséquences pour l'élaboration des politiques agricoles'. In J. Jean-Yves, S. Lamine and F. Christian (eds) 'Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis. Actes du colloque, Garoua, Cameroun, 27-31 mai 2002'. Montpellier: CIRAD,
- Dugué, P., Vall, E., Lecomte, P., Klein, H-D. and Rollin, D. (2004) 'Evolution des relations entre l'agriculture et l'élevage dans les savanes d'Afrique de l'Ouest et du Centre' *Oléagineux, Corps Gras, Lipides* 11(4): 268–276
- Dugué, P., Koné, F.R., Koné, G. and Akindes, F. (2004) 'Production agricole et élevage dans le centre du bassin cotonnier de Côte d'Ivoire: développement économique, gestion des ressources naturelles et conflits entre acteurs' *Cahiers Agricultures* 13: 504–509

- Eberle, U., Rohner, D. and Thoenig, M. (2020) *Heat and hate: climate security and farmer–herder conflicts in Africa*. ESOC Working Paper 22. Princeton, NJ: Empirical Studies of Conflict, Princeton University (<https://esoc.princeton.edu/WP22>)
- Egeimi, O., Mahmood, M.A. and Abdella, A.M. (2003) 'Towards a local peace: SOS Sahel's experience of conflict between pastoralists and farmers at El Ain, North Kordofan State, Sudan'. *Securing the commons* 5. London: IIED
- Feldt, T., Karg, H., Kadaouré, I., Bessert, L. and Schlecht, E. (2020) 'Growing struggle over rising demand: how land use change and complex farmer–grazier conflicts impact grazing management in the Western Highlands of Cameroon' *Land Use Policy* 95 (104579) (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0264837719305083)
- François, A., Aarnink, M. and Touquet, C. (2015) 'Faciliter la mobilité du bétail en Afrique de l'Ouest dans l'espace et dans le temps. Les différentes étapes d'un dispositif de sécurisation de pistes'. Le Bourget: Acting for Life
- Gautier, D., Ankogui-Mpoko, G-F., Réounodji, F., Njoya, A. and Seignobos, C. (2005) 'Agriculteurs et éleveurs des savanes d'Afrique Centrale : De la coexistence à l'intégration territoriale'. *L'Espace géographique* 3 (34): 223–236
- Gaye, S.B. (2017) 'Conflits entre agriculteurs et éleveurs dans un contexte de menaces asymétriques au Mali et au Burkina Faso'. Dakar: Friedrich-Ebert-Stiftung, Paix et Sécurité / Centre de Compétence Afrique Subsaharienne
- Hagberg, S. (2001) 'À l'ombre du conflit violent. Règlement et gestion des conflits entre agriculteurs karaboro et agro-pasteurs peuls au Burkina Faso' *Cahiers d'études africaines* 161(XLI-1): 45–72
- ICG – International Crisis Group (2018) 'Stopping Nigeria's spiralling farmer–herder violence' *Africa Report* No. 262, 26 July. Brussels: ICG (www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/262-stopping-nigerias-spiralling-farmer-herder-violence)
- Jacquemot, P. (2022) 'La coexistence contrariée entre pasteurs et agriculteurs en Afrique subsaharienne' *Afrique contemporaine* 2(274): 7–50
- Jobbins, M., McDonnell, A. and Brottem, L. (2021) 'Pastoralisme et conflit : outils de prévention et d'intervention dans la région Soudano-Sahélienne'. Washington, DC: Search for Common Ground
- Komi, A.K. (2018) 'Des conflits violents entre des agriculteurs et des éleveurs africains : de l'(in)hospitalité de et pour ce(ux) qui dérange(nt)' *Revue de l'Institut de Sociologie* 88: 77–98
- Krätli, S. and Toulmin, C. (2020) *Conflit entre agriculteurs et éleveurs en Afrique subsaharienne?* London: IIED
- Krätli, S., Sougnabé, P., Staro, F. and Young, H. (2018) 'Systèmes pastoraux dans le Dar Sila, Tchad : Un document d'information pour Concern Worldwide'. Boston, MA: Feinstein International Center, Tufts University.
- Kuusaana, E.D. and Bukari, K.N. (2015) 'Land conflicts between smallholders and Fulani pastoralists in Ghana: evidence from the Asante Akim North District (AAND)' *Journal of Rural Studies* 42: 52–62
- Kwaja, C.M. and Ademola-Adelehin, B.I. (2017) 'The Implications of the open grazing prohibition and ranches establishment law on farmer–herder relations in the Middle Belt of Nigeria'. Washington, DC: Search for Common Ground (www.sfcg.org/wp-content/uploads/2018/02/Open-Grazing-Prohibition-Law-in-Benue-State-December-2017.pdf)
- Kwaja, C.M.A. and Ademola-Adelehin, B.I. (2018) 'In the Middle Belt of Nigeria: between farmers and herders responses to conflicts mapping past efforts and opportunities for violence prevention' *Responses to Conflicts* (January). Washington, DC: Search for Common Ground
- Kwaja, C.M. and Bukola, A.-A. (2018) 'Seeking security and stability: an analysis of security responses to farmer–herder conflict in the Middle Belt region of Nigeria'. Washington, DC: Search for Common Ground
- Kwaja, C.M. and Smith, K. (2020) 'Transnational dimensions of conflict between farmers and herders in the Western Sahel and lake Chad basin'. Washington, DC: Search for Common Ground (http://plateforme-pastorale-tchad.org/classified/Search_Policy_Brief_Transnational_Dimension_to_FH_Conflicts_April_2020.pdf)
- Magrin, G. (2002) 'Un Sud qui perd le Nord ? Les récents rejeux de la fracture tchadienne ("South" straying away from "North"? A recent reactivation of the Chadian fault)' *Bulletin de l'Association de Géographes Français* 79(2): 185–198
- Magrin, G. and Minot, O. (2005) 'Les zones soudaniennes du Tchad et du Sénégal: deux sud enclavés entre mondialisation et marginalisation' *Espace, Populations, Sociétés* 1: 15–30
- Massay, G.E. (2017) 'In search of the solution to farmer–pastoralist conflicts in Tanzania'. Occasional Paper 257. Johannesburg: South African Institute of International Affairs
- Mbih, R.A. (2020) 'The politics of farmer–herder conflicts and alternative conflict management in Northwest Cameroon' *African Geographical Review* 39(4): 324–344
- Mbonile, M.J. (2005) 'Migration and intensification of water conflicts in the Pangani Basin, Tanzania' *Habitat International* 29(1): 41–67
- Médard, L. and Ozias, S. (2007) 'Bébédjia (sud du Tchad), un espace sous pression' *Vertigo-la revue électronique en sciences de l'environnement*. Hors-série 4
- Otu, B.O. and Impraim, K. (2021) 'Aberration of farmer–pastoralist conflicts in Ghana' *Peace Review* 33(3): 412–419

- Pellerin, M. (2021) 'Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'ouest: quel avenir pour le pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts?' Réseau Billital Maroobé et partenaires
- Plateforme Pastorale du Tchad (2019) 'Adapter l'accès aux ressources agro-pastorales dans un contexte de mobilité et de changement climatique pour l'élevage au Tchad – ACCEPT'. Paris: Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) (www.cirad.fr/dans-le-monde/cirad-dans-le-monde/projets/projet-accept)
- Rangé, C., Magnani, S.D. and Ancey, V. (2020) '« Pastoralisme » et « Insécurité » en Afrique de l'Ouest: Du narratif réifiant à la dépossession politique' *Revue internationale des études du développement* 3(243): 115–150
- Robert, E. (2010) 'Les zones pastorales comme solution aux conflits agriculteurs/pasteurs au Burkina Faso: l'exemple de la zone pastorale de la Doubégué' *Les Cahiers d'Outre-Mer/ Revue de géographie de Bordeaux* 63(249): 47–71
- Rouchier, J. and Requier-Desjardins, M. (2000) 'La modélisation comme soutien à l'interdisciplinarité en recherche-développement. Une application au pastoralisme soudano-sahélien-Communication à colloque' *Natures Sciences Sociétés* 8(3): 61–67
- Sougnabe, S.P. (2003) 'Conflits agriculteurs-éleveurs en zone soudanienne au Tchad: Une étude comparée de deux régions – Moyen-Chari et Mayo-Kebbi'. In Jamin, J.Y., Seiny Boukar, L., Floret C. (éditeurs scientifiques), *Savanes africaines: des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun
- Tonah, S. (2003) 'Integration or exclusion of Fulbe pastoralists in West Africa: a comparative analysis of interethnic relations, state and local policies in Ghana and Cote d'Ivoire' *Journal Of Modern African Studies* 41(1): 91–114
- Trémolières, M. (2010) 'Sécurité et variables environnementales: Débat et analyse des liens au Sahel. Projet Incidences sécuritaires du changement climatique au Sahel'. Paris: CSAO
- Tubiana, J. (2009) 'Lire entre les lignes d'un conflit' *Afrique contemporaine* (4): 75–95
- Turner, M.D. (2004) 'Political ecology and the moral dimensions of "resource conflicts": the case of farmer–herder conflicts in the Sahel' *Political Geography* 23(7): 863–889 (www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0962629804000654)
- Turner, M.D., Ayantunde, A.A., Patterson, K.P. and Patterson, E.D. (2011) 'Livelihood transitions and the changing nature of farmer–herder conflict in Sahelian West Africa' *Journal of Development Studies* 47(2): 183–206
- Uwizeyimana, L. (2007) 'Rôle politique de la caféiculture au Rwanda' *Études rurales* 180: 171–186
- Vall, É., Dugué, P. and Blanchard, M. (2006) 'Le tissage des relations agriculture-élevage au fil du coton' *Cahiers Agricultures* 15(1): 72–79
- Vall, E., Salgado, P., Corniaux, C., Blanchard, M., Dutilly, C. and Alary, V. (2014) 'Changements et innovations dans les systèmes d'élevage en Afrique' *INRA Productions Animales* 27(2): 161–174
- WANEP – West Africa Network for Peacebuilding (2020) 'Atténuer les conflits agropastoraux en Afrique de l'Ouest: la nécessité de revisiter les moyens d'actions pour l'application effective des recommandations'. Rapport thématique. Accra: WANEP
- Zakinet, D. (2015) 'Des pasteurs transhumants entre alliances et conflits au Tchad' *Afrique contemporaine* 3: 127–143

ANNEXE II : PROTOCOLE POUR LA REVUE DE LA PORTÉE

Argumentation	Les travaux de recherche antérieurs évoquaient des liens entre le conflit d'une part, et l'utilisation des terres et des ressources, la sécurité foncière et des ressources et la gouvernance d'autre part. Nous souhaitons explorer ces liens plus avant.
Visée	La visée de cette revue systématique de la portée est d'explorer la documentation universitaire évoquant les conflits entre agriculteurs et éleveurs, les tendances, les possibles lacunes et préjugés, ainsi que la présentation de ces conflits, et plus particulièrement leurs causes. Dans le cadre de cette analyse, nous souhaitons établir dans quelle mesure l'insécurité foncière est citée comme cause du conflit, ainsi que la manière dont ce problème est évoqué.
Question de recherche	Que dit la documentation universitaire sur les causes des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique ? Quels sont les tendances, les préjugés et les lacunes en matière de recherche dans cette documentation ? L'insécurité foncière est-elle évoquée comme une cause et, le cas échéant, comment est-elle présentée ?
Population	Les agriculteurs et les éleveurs (et des termes similaires à ceux-ci, notamment petits exploitants agricoles et pasteurs)
Intérêt	<p>Les tendances dans la documentation universitaire sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs.</p> <p>Comment la documentation présente-t-elle les causes des conflits entre agriculteurs et éleveurs, et l'insécurité foncière est-elle incluse ?</p> <p>D'autres aspects intéressants tels que l'inclusion des femmes et des jeunes dans cette documentation.</p> <p>Chaîne de recherche booléenne utilisée : (agriculteur OU petit exploitant OU colon) ET (pasteur OU éleveur OU nomade) ET conflit ET (Afrique OU Sahel)</p>
Contexte	Afrique

ANNEXE III : LISTE INTÉGRALE DES MOTS-CLÉS UTILISÉS DANS L'ANALYSE

Précarité des droits fonciers

Précarité des droits fonciers

Précarité des droits fonciers
Insécurité foncière
Absence de sécurité foncière
Manque de sécurité foncière
Perte de sécurité foncière
Insécurité d'occupation des terres
Droits fonciers précaires
Sécurité foncière précaire
Inégalités foncières
Incertitude foncière
Perte du régime d'occupation
Affaiblissement du régime d'occupation
Occupation précaire des terres

Expropriation

Confiscation de terres
Expropriation
Exproprier
Les terres sont confisquées
Terres confisquées
Éviction des agriculteurs (ou éviction)
Exposés à la dépossession
Accaparement vert
Appropriation des terres
Acquisition des terres par les élites
Aliénation des terres

Accès bloqué ou limité

Accès non sûr (aux ressources agricoles et pastorales ; à la nourriture, aux ressources agricoles et pastorales)
Accès inégal aux ressources pastorales
Droits d'accès limités
Accès à l'eau limité
Manque d'accès au pâturage
L'accès à des espaces importants est perdu
L'accès aux terres pastorales est souvent perdu
L'accès aux tourbières se réduit
Bloquer la circulation des pasteurs et leur accès aux pâturages
Accès des éleveurs et des agriculteurs aux ressources bloqué
Blocage des couloirs de bétail
Blocage des couloirs de transhumance saisonniers
Contrainte sur la mobilité du bétail
Bloquer les routes migratoires traditionnelles
Maintenir l'accès à l'eau
Accès aux terres limité
Blocage des parcours de pâturage
Obstacles à l'utilisation des terres et à leur accès
Changements d'utilisation des terres et de l'accès aux ressources
Quantité limitée de terres réservées au pâturage
Obstruction des routes et des zones entourant les points d'eau
L'accès aux points d'eau est bloqué
Inaccessibilité des couloirs de bétail

Blocage de la transhumance
Occupation des couloirs de bétail
Blocage de l'eau
Réduction des espaces et de l'accessibilité
Manque d'accès aux terres
Manque d'accès au pâturage
Manque d'accès à l'eau
Risque de perdre des terres et l'accès aux ressources

Litiges fonciers

Complexités de l'occupation des terres
Conflit foncier
Affrontement pour le contrôle des terres
Affrontements pour le contrôle
Quête de terres
Affrontements pour l'accès
Désaccord quant à la propriété et la culture des champs
Litiges quant à la propriété et l'utilisation des terres
Dispute concernant les droits d'accès et l'utilisation de ressources en eau et en pâturage
Accords contestés vis-à-vis des relations de propriété
Contestation concernant le droit des éleveurs de

faire paître et celui des agriculteurs de cultiver
Griefs contre le système établi d'occupation des terres dominé par les communautés agricoles
Tous deux cherchent à obtenir l'accès aux terres fertiles de la région
Concurrence à l'égard de l'accès aux ressources naturelles
Concernant l'accès aux ressources stratégiques à des moments spécifiques de l'année
Problèmes relatifs à l'occupation des terres
Tension croissante à l'égard de l'accès aux terres et de leur utilisation
Lutte pour le contrôle de l'accès aux terres
Litige foncier

Insécurité des droits fonciers

Difficultés à veiller à l'application de leurs droits
Droits insuffisants sur les terres pastorales
Empêche d'établir les nouveaux droits d'accès aux ressources indispensables pour les éleveurs transhumants
Insécurité des droits fonciers

Problèmes relatifs à la répartition des terres

Griefs historiques concernant la répartition des terres et leur accès
Répartition des droits fonciers dans la gestion des ressources

Pénurie

Pénurie de ressources

Pénurie de ressources
Pénurie de ressources naturelles
Ressources rares
Pénurie de pâturages, de terres et d'eau
Pénurie de terres
Rareté des ressources naturelles
Pénurie de terres agricoles/de pâturage
Les terres arables sont devenues rares
Ressources naturelles rares

Les terres pastorales sont devenues encore plus rares
Épuisement des ressources naturelles

Ressources limitées

Terres arables et pâturages limités
Terres arables/pâturages limités
Manque d'eau
Ressources pastorales insuffisantes
N'ont pas assez d'eau
Manque d'herbe

Ressources pastorales limitées

Pénurie d'eau

Manque de pâturage

Manque de pacage

Dégradation

Dégradation de l'environnement

Dégradation des parcours

Dégradation du pâturage provoquée par le changement climatique

Dégradation des sols

Détérioration des conditions environnementales

Pénurie et dégradation des terres

Dégradation des terres

Changements environnementaux

Changements environnementaux

Insécurité environnementale

Mauvaise gouvernance **Politiques, institutions et procédures**

Système de gouvernance défectueux ou exclusif

Gouvernance défaillante des terres

Mauvais leadership et mauvaise gouvernance

Lacunes dans la gouvernance

Défaillances dans la gouvernance

Système de gouvernance (locale) défaillant et exclusif

Gouvernance d'exclusion

Gouvernance locale partielle

Structures de gouvernance précaires ou non existantes

Gouvernance locale et nationale affaiblie

Gouvernance faible

Mauvaise gouvernance

Échec de la gouvernance

Absence de gouvernance

Gouvernance partielle

Politiques – problèmes généraux

Politique hésitante d'occupation des terres

Politiques hésitantes et changeantes sur les droits fonciers

Changements dans les lois sur l'occupation des terres

Politiques de modernisation

Politiques irrationnelles d'utilisation des terres

Faiblesse des cadres politiques et institutionnels

Présence de politiques

Absence de règles claires

Un contexte politique qui encourage le changement d'utilisation des terres et/ou les conflits relatifs à leur utilisation

Échec du leadership politique

Instabilité politique

Politique – parti pris en faveur de ou contre certains groupes

Politique postcoloniale partielle

Parti pris quant à la politique d'État

Environnement anti-pastoral

Environnement politique anti-pastoral

Parti pris officiel contre les pasteurs

Politique anti-pastorale

Lois qui sapent les systèmes de production pastorale

Politiques agropastorales partiales des gouvernements coloniaux et postcoloniaux

Politiques agropastorales en faveur des Peuls

Politiques et lois nationales portant sur la modernisation agricole

Loi anti-pâturage

Interdiction du pâturage

Interdiction du pâturage ouvert

Politiques nationales hostiles envers les éleveurs
Parti pris politique
Politique partielle

Politique – pluralisme

Pluralisme juridique
Cumul des droits d'utilisation des terres
Les mêmes droits leur sont accordés
Concurrence entre autorités
Concurrence entre le droit coutumier et le droit formel
Cumul de droits

Institutions – institutions faibles ou partiales

Incapacité des aînés à gérer cette immigration interne
Autorités traditionnelles érodées
Faiblesse institutionnelle
Échec institutionnel
Déclin des mécanismes de médiation traditionnels
Les agriculteurs contrôlent les institutions publiques locales
Partialité des agents de l'État et des dirigeants traditionnels dans la résolution du conflit
Échec du gouvernement fédéral à engager des poursuites judiciaires
Protection du gouvernement inadaptée
Ambiguïté entourant les interactions des institutions officielles et non officielles
Affaiblissement de la gestion communautaire des litiges
Gestion communautaire des litiges insuffisante
Détérioration des systèmes pour résoudre ces conflits
Les autorités coutumières étaient très affaiblies
Déclin de l'influence des règles traditionnelles
Échec de la résolution des conflits entre autochtones

Inefficacité de l'application de la loi
Inefficacité de la sécurité et de l'ordre public
Institutions traditionnelles érodées
Institution faible
Déclin des institutions traditionnelles
Institutions traditionnelles affaiblies
Institutions partiales
Parti pris institutionnel

Procédure – changements dans le secteur du bétail

Propriétaire absentéiste de troupeaux
Nouveaux schémas de possession de bétail
Augmentation de la valeur du bétail
Arrivée précoce des troupeaux
Changements dans les schémas de mobilité du bétail
Modifications dans la propriété du bétail
Grande valeur financière du bétail
Disparition de la spécialisation socioprofessionnelle

Procédure – modernisation

Modernisation de l'industrie du bétail
Modernisation agricole (modernisation)
Idéologie de la modernisation

Procédure – parti pris

Priorité au développement agricole aux dépens du pastoralisme
Privilégier l'agriculture
Promotion de l'agriculture
Privilégier le développement agricole
Privilège accordé à l'agriculture
En faveur des communautés sédentaires
Privilégier l'agriculture
Privilégier les agriculteurs
Privilégier le rendement des cultures

Procédure – commercialisation et privatisation

Capitalisme
Marchandisation
Banalisation
Transactions du marché foncier axées sur la valeur
Commercialisation du secteur agricole
Commercialisation des terres
Augmentation de la commercialisation
Propriété foncière privée
Individualisation des droits fonciers
Intérêts économiques
Libéralisation du marché
Commercialisation des résidus de récolte
Les perspectives économiques ont considérablement changé
Propriété foncière privée

Procédure – changement d'utilisation des terres et effets

Changement d'utilisation des terres
Changement rapide d'utilisation des terres
Changement du couvert végétal
Développement agricole à grande échelle
Agriculture commerciale à grande échelle
Empiètement agricole
Expansion des terres agricoles
Expansion de l'agriculture
Expansion de l'agriculture commerciale
Expansion agricole
Expansion des espaces cultivés
Expansion régulière (des champs agricoles ; de la frontière agricole)
Expansion des exploitations agricoles et des zones de peuplement
Expansion des terres cultivées
Exploitation sur les routes du bétail
Cultiver sur le couloir du bétail

Expansion des champs cultivés
Expansion non réglementée des terres agricoles
Expansion des terres cultivées
Agrandissement des champs
Empiètement des aires de pâturage
Empiètement sur des prairies importantes
Perte de prairies importantes
Perte du pâturage essentiel durant la saison sèche
Disparition des ressources pastorales
Rétrécissement et disparition des couloirs de transhumance
Conversions à grande échelle des pâturages utilisés à la saison sèche
Brûlage des terres pastorales
Perte des ressources pastorales
Réduction des espaces et de l'accessibilité
L'eau et le pacage ont dû céder leur place à l'utilisation concurrente des terres
Les espaces de pacage ont été perdus
Empiètement sur les terres agricoles
Les espaces réservés au pâturage et les couloirs de migration ont diminué

Procédure – absence de responsabilité

Persistance de l'impunité
Impunité

Procédure – politisation

Politisation
Manipulation politique et ethnique
Manipulation politique
Népotisme
Calculs politiques
Politisation de l'ethnicité
Manipulation sociale et institutionnelle
Politiser
Connivence avec le gouvernement
Manipulation de la diversité sociopolitique des communautés

Manipulation sociale des préjugés ethniques et religieux

La diversité a été manipulée et exploitée par divers acteurs

Instrumentalisation des identités

Luttes politiques pour préserver le contrôle

Actions orchestrées à des fins politiques plus vastes

Manipulation à des fins politiques

Intérêts politiques

Complicité

Procédure – marginalisation

Marginalisation pastorale

Marginaliser les pasteurs

Marginalisés

Marginalisation

Procédure – exclusion

Exclusion

Exclure

Exclusion de certains groupes

Sous-représentation des pasteurs

Ne tenir aucun compte des griefs au sujet des pasteurs

Années de négligence

Manque de consultation plus vaste des parties prenantes

Limite l'accès des agriculteurs locaux et des éleveurs peuls au processus décisionnel concernant l'agropastoralisme

Procédure – inégalité

Inégalité

Représentation inégale

Inégalités structurelles

Inégalités économiques

Inégalités sociales croissantes

Inégalité sociale

Procédure – différentiels de pouvoir

Déséquilibres de pouvoir

Différences de pouvoir

Terrain de jeu inégal

« aux dépens de » (intervient souvent comme une expression - reflète généralement l'inégalité)

Puissance et richesse perdues

Vide de pouvoir

Vide politique

Corruption

Corruption

Corrompu

Corruption

Subornation

Recherche de rente

Pot-de-vin

Acheter les juges

Néopatrimonial

Groupes ayant des intérêts dans les actes de corruption

Élite

Élite influente

Élite urbaine

Élite politique et militaire

Élite politique

Élite traditionnelle

Recel de fonds dérobés

Receler des actifs volés ou acquis illégalement

Receler une richesse illicite

Mauvaise gestion des ressources pastorales

Mauvaise gestion des terres

Mauvaise gestion des terres

Mauvaise gestion (à confronter au contexte)

Destruction des cultures

Destruction des cultures

Dégâts causés aux cultures

Détruire les cultures

Dégâts causés aux cultures des agriculteurs

Bétail envahissant les exploitations agricoles

Destruction des exploitations agricoles

Destruction des terres agricoles

Destruction des cultures et des masses d'eau

Dégâts causés par les cultures

Dégâts subis par les cultures

Dégâts subis par les champs

Jeunes éleveurs ne parvenant pas à correctement superviser les animaux

Surpâturage

Surpâturage

Exploiter de manière abusive les pâturages

Pâturage systématique

Utilisation inappropriée des ressources

Surcharge pastorale

Surcharge pastorale

Surpâturage

Bétail et pasteurs trop nombreux

Grand nombre de bétails et d'éleveurs

Grands élevages bovins

Grands troupeaux de bovins

Accroissement des populations humaines et animales

Augmentation du cheptel bovin

Augmentation du nombre de bovins

Accroissement du nombre de bovins

Accroissement de la population humaine et du cheptel

Augmentation rapide du nombre d'éleveurs

Augmentation du nombre d'éleveurs peuls

Nombre croissant d'éleveurs

Troupeaux gigantesques

Augmentation de la migration

Arrivée de milliers de têtes de bétail

A modifié le schéma de migration des pasteurs

Migrer

Des pasteurs d'autres comtés viennent faire paître leurs bêtes

Accélération de la transhumance

Arrivée d'autres pasteurs peuls non identifiables

Migration croissante des pasteurs

Immigration des éleveurs vers le sud

Immigration interne

Dégradation des relations et préjugés ethniques

Dégradation des relations

Dégradation de la relation
Dégradation des relations
Relation détruite
Se détériorent à certains égards
Relations brisées
Aggravation des relations entre les agriculteurs et les éleveurs
Les relations entre les agriculteurs et les éleveurs se sont détériorées

Effondrement de la confiance

Méfiance
Manque de confiance
Perte de confiance
Saper la confiance
Forte suspicion
Profonde suspicion
Effondrement de la confiance intercommunautaire
Déclin de la confiance

Manque de respect

Les éleveurs ne respectaient pas les agriculteurs
Pas respectés
Peu de respect

Animosité

Animosité
Escalade de l'hostilité

Peur

Craindre les pasteurs
Peur

Griefs ignorés

Sentiment d'injustice
Griefs intercommunautaires

Préjugés ethniques

Identité (à confronter au contexte)
Ethnicité (à confronter au contexte)
Discrimination sur la base de l'identité
Discrimination
Différences culturelles
Préjugés ethniques
Différence ethnique
Politique de l'appartenance et citoyenneté
Différences culturelles et ethniques
Préjugés ancrés
Stéréotypes négatifs
Construction de la citoyenneté des pasteurs
Sentiment anti-peul endurci
Les Peuls considérés comme des menaces objectives et homogènes à la sécurité
Préjugés entre les éleveurs et les agriculteurs
Ethnicisation
Attitude négative
Discours sectaires
Divisions profondes en fonction de l'identité
Diviser les communautés sur la base de considérations ethniques et religieuses

Étiquettes négatives

Tiers
Inconnu(e)
Migrant(e)
Étranger ou étrangère
Personne étrangère
Intrus(e)

Griefs historiques

Grief historique

Griefs historiques

histor* (mot-clé à vérifier dans le contexte)

Règlement de comptes anciens

Colonisation

Colonisation

Colonial

Postcolonial

Croissance démographique et déplacement

Croissance démographique

Explosion démographique

Poussée démographique

Accroissement des populations humaines et animales

Accroissement de la population humaine et du cheptel

Population croissante

Croissance démographique

Population croissante

Population humaine et cheptel en hausse

Déplacement

Déplacement à grande échelle et sur de longues distances

Violence et insécurité humaine en résultant

Violence généralisée non liée au conflit entre les agriculteurs et les pasteurs

Conflit régional

Terrorisme

Terroriste

Insurgé(e)

Insurrection

Anti-insurrectionnel(le)

Crime organisé

Banditisme

Extrémiste

Recrue

Groupes armés

Escalade de la violence dans le grand nord du pays

Augmentation des milices ethniques

Augmentation des milices

Groupes criminels

Brigandage

Instabilité chronique

Pasteurs qui s'organisent en milice

Criminalité

Extrémisme violent

Vol de bétail

Augmentation de la razzia de bétail

Razzia de bétail

Vol de cheptel à petite échelle

Vol de bétail

Vol

Vol de cheptel

Voler le cheptel

Vol de troupeaux

Insécurité humaine

Regroupés ici en raison de l'insécurité

Effets négatifs du conflit et de l'instabilité prolongés

Limitations sur la mobilité pastorale en raison de problèmes de sécurité

Prolifération des armes

Armes

Prolifération des armes

Prolifération d'armes légères

Disponibilité d'armes à feu illicites

Changement climatique

Changement climatique

Changement climatique

Évolution du climat

Autres descriptions du climat

Variabilité du climat

Variabilité climatique

Climat variable

Désertification

Sécheresse

Variations des précipitations

Les régimes pluviaux ont changé

Induit(e) par le climat

Insécurité climatique

Sécurité climatique

 @SPARC_Ideas

sparc-knowledge.org

Couverture : © Mercy Corps – transformé à partir
de l'original par une projection à l'horizontal

Funded by



This material has been funded by UK aid from the UK government; however the views expressed do not necessarily reflect the UK government's official policies.